

OBSERVATOIRE

*afnic*

Internet  
made in France

● **Le .fr en  
2024**

**Bilan annuel**

Mars 2025

# Sommaire

Définitions .....	4
Préambule.....	5
Résumé.....	6
1. Croissance du .FR.....	9
2. Parts de marché en France .....	11
3. Activité du .FR.....	15
4. Formation du solde net du .FR .....	19
5. Paramètres clés du .FR .....	22
5.1. Un taux de création en voie de stabilisation .....	22
5.2. Un taux de maintenance en baisse en 2024 .....	25
5.3. La répartition des .FR par ancienneté, un élément d'explication .....	28
5.4. Évolution du nombre de .FR depuis 1998.....	32
6. Concentration du marché du .FR.....	34
7. Répartition des .FR sur le territoire national.....	43

8. Titulaires étrangers.....	46
9. DNSSEC .....	48
10. Noms en caractères accentués sous .FR.....	50
11. Dépôts en mode multi-années.....	52
12. Le .FR et la création d'entreprises .....	55
13. Perspectives 2025 du .FR.....	60
Annexe : Données sources des graphiques .....	63

# Définitions

**TLD (*Top-Level Domain*)** : extension de premier niveau. Le .FR, le .ORG sont des extensions de premier niveau.

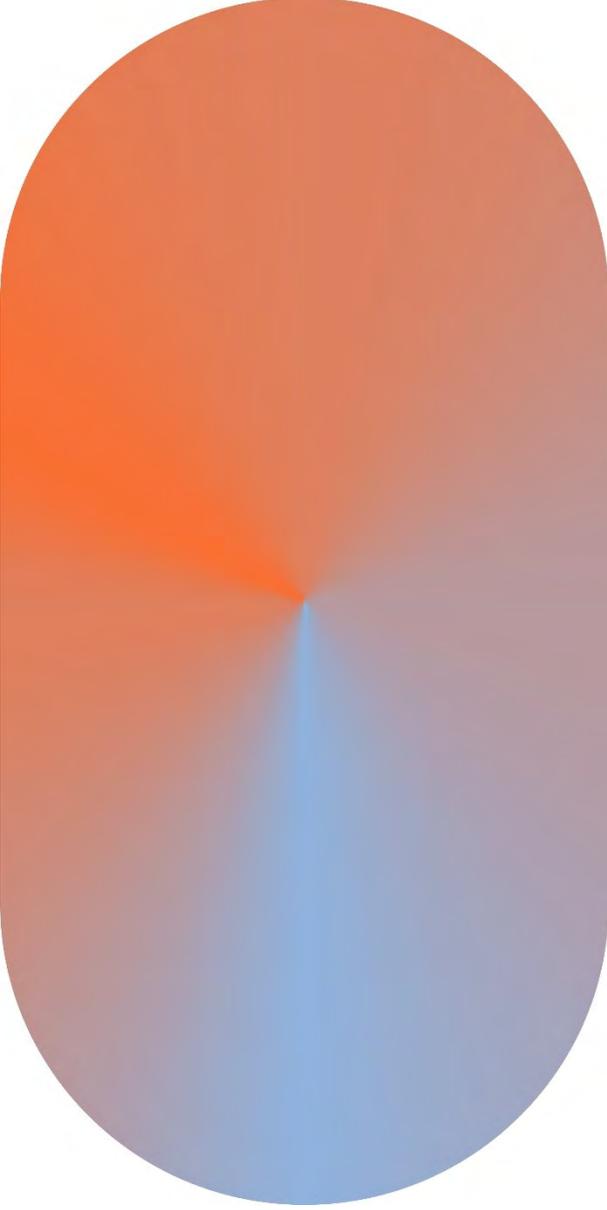
**ccTLD (*country-code Top-Level Domain*)** : extension de premier niveau correspondant à un territoire ou à un pays. Le ccTLD de la France est .FR, mais il existe d'autres ccTLD français comme le .RE (Île de la Réunion), le .PM (Saint-Pierre et Miquelon), etc.

**gTLD (*generic Top-Level Domain*)** : extension générique, non rattachée à un pays ou à un territoire particulier. Le .COM, le .NET, le .ORG sont des gTLD.

**Legacy gTLD** : extension générique créée avant 2014. Ce sont des extensions « historiques » comme les .COM, .NET, .ORG ou plus récentes (2001–2004) comme les .INFO, .BIZ, .MOBI, etc.

**nTLD (*new Top-Level Domain*)** : extension générique créée après 2014. Les nTLD se répartissent en plusieurs sous-segments comme les geoTLD (régions, villes...), les community TLD (à caractère communautaire), les .BRAND (extensions correspondant à de grandes marques) ou les nTLD génériques (termes usuels du dictionnaire).

# Préambule



**Sa position d'office d'enregistrement du .FR permet à l'Afnic d'observer le phénomène de l'adaptation de la société française, notamment sous l'angle de la dynamique de la transformation numérique.**

Si l'on s'en tient au seul marché des noms de domaine en France, la pérennisation de certains acquis de la transformation numérique s'est vue à nouveau confirmée en 2024. Le record historique de créations de .FR obtenu en 2023 (801 000) a ainsi été maintenu (802 000).

Ce rapport détaille l'activité du .FR au cours des mois écoulés. Il permet aussi d'obtenir des clés de lecture de tendances plus générales en essayant d'anticiper ce qu'elles pourraient être en 2025.

# Résumé



Le .FR comptait :

**4 216 786 noms** en stock au 31/12/24,

contre 4 133 832 au 31/12/23.



Il a vu sa **croissance** passer de 3,4 % en 2023 à **2,0 % en 2024**, avec des créations en hausse de 0,1 % (contre 6,4 % en 2023) et des suppressions en hausse de 5,2 % (contre 7,0 % en 2023).

Ces variations sont les conséquences d'une accélération brutale de la transformation numérique au moment de la période du Covid, qui a incité de nombreuses TPE/PME à développer leurs activités sur internet en 2020/2021. Un « retour à la normale » s'est opéré depuis 2021/2022, mais le volume élevé des créations prouve la pérennisation des pratiques numériques développées lors du moment du Covid.



**La part de marché du .FR en France** est en légère progression, s'établissant à **40,4 %** contre 40,3 % à la fin 2023.

Conséquence presque mécanique des volumes importants de créations (induisant une volatilité accrue), le taux de maintenance a poursuivi son déclin, s'établissant à 82,6 % contre 83,4 % en 2023. La structure d'ancienneté des noms en .FR a jusqu'à présent contribué à sa stabilité mais le taux de suppression des noms arrivant à échéance pour la première fois (fin de 1<sup>ère</sup> année) reste légèrement plus bas que d'habitude (66 % en 2023 et 67 % en 2024 contre 68-70 % les années précédentes). Ceci pourrait être le signe avant-coureur d'une évolution dans la composition qualitative du portefeuille du .FR, assortie à une plus forte volatilité. Toutefois, ce constat est à mettre en perspective avec les gains – ou *a minima* la stabilité – du .FR en part de marché : les phénomènes à l'œuvre sous cette extension touchent aussi ses concurrentes, et apparemment plus fortement.

La « déconcentration » du .FR est toujours à l'œuvre, les créations étant moins concentrées que le stock. Ce phénomène s'est poursuivi en 2024 avec la relative perte de vitesse des « *leaders* » face à leurs « *challengers* », ceci se traduisant aussi dans les flux de transferts entre bureaux d'enregistrement.

Les dynamiques régionales traduisent toujours un « rattrapage » de certaines régions rurales en termes de croissance, bien que les poids des régions dans le portefeuille de .FR déposés varient peu et soient liés à la présence de centre urbains et économiques importants. Sur le long terme, l'Île de France est la grande perdante (- 4,7 points en « parts de marché » entre 2014 et 2024), même

si elle reste de loin la région où le nombre de .FR est le plus important (27 % du stock).

Les défaillances d'entreprises continuent à croître, même si la dynamique semble s'essouffler. Peut-être aurons-nous une stabilisation en 2025. Cet élément de contexte est lié aux séquelles de la période Covid aussi bien qu'aux difficultés économiques. Il peut jouer un rôle dans les évolutions du marché des noms de domaine, en stimulant les abandons de noms et en ralentissant les créations. Cependant le climat morose peut aussi avoir pour conséquence la recherche par les entreprises de nouveaux canaux de distribution grâce à internet, ce qui a un effet positif sur les créations d'entreprises pour qui la transition numérique est en voie de pérennisation. En 2024 c'est plutôt ce second scénario qui s'est vérifié pour le .FR.

# 1. Croissance du .FR

La croissance du .FR s'est établie à 2,0 % en 2024, après les années atypiques que furent 2020 (impact du Covid, + 7,0 %), 2021 (retour progressif à la normale, + 5,8 %), 2022 (fin du retour à la normale, + 2,9 %), 2023 (essor marqué des créations, + 3,4 %). Avec ce tassement de la croissance sous l'effet de suppressions en hausse continue, 2024 marque l'entrée dans une période d'incertitudes. En effet, si les créations revenaient sur les niveaux des années précédentes, les volumes de suppressions engendreraient des risques structurels de pertes de stock.

La croissance du .FR est toujours restée supérieure à celle du marché français toutes extensions confondues, bien que celui-ci ait vu sa croissance reprendre en 2024 avec + 1,6 % contre + 1,1 % en 2023.

La croissance des ccTLD de l'Union européenne (hors .UK) a en revanche « décroché » en 2024 avec une quasi-stabilité à + 0,4 % contre + 1,6 % en 2023.

La croissance du marché mondial enfin a poursuivi sa hausse à + 3,1 % en 2024 (contre + 2,7 % en 2023 et + 1,9 % en 2022), surtout du fait des nTLD dopés par les augmentations tarifaires du .COM et la fermeture des TLD jusqu'alors gérés par Freenom.

Après une période de convergence des différents segments en 2022-2023, les contrastes se sont à nouveau fait jour en 2024 avec une croissance mondiale à

la hausse, une croissance européenne en berne, et un .FR qui réussit à maintenir une dynamique supérieure à celle de la moyenne européenne.

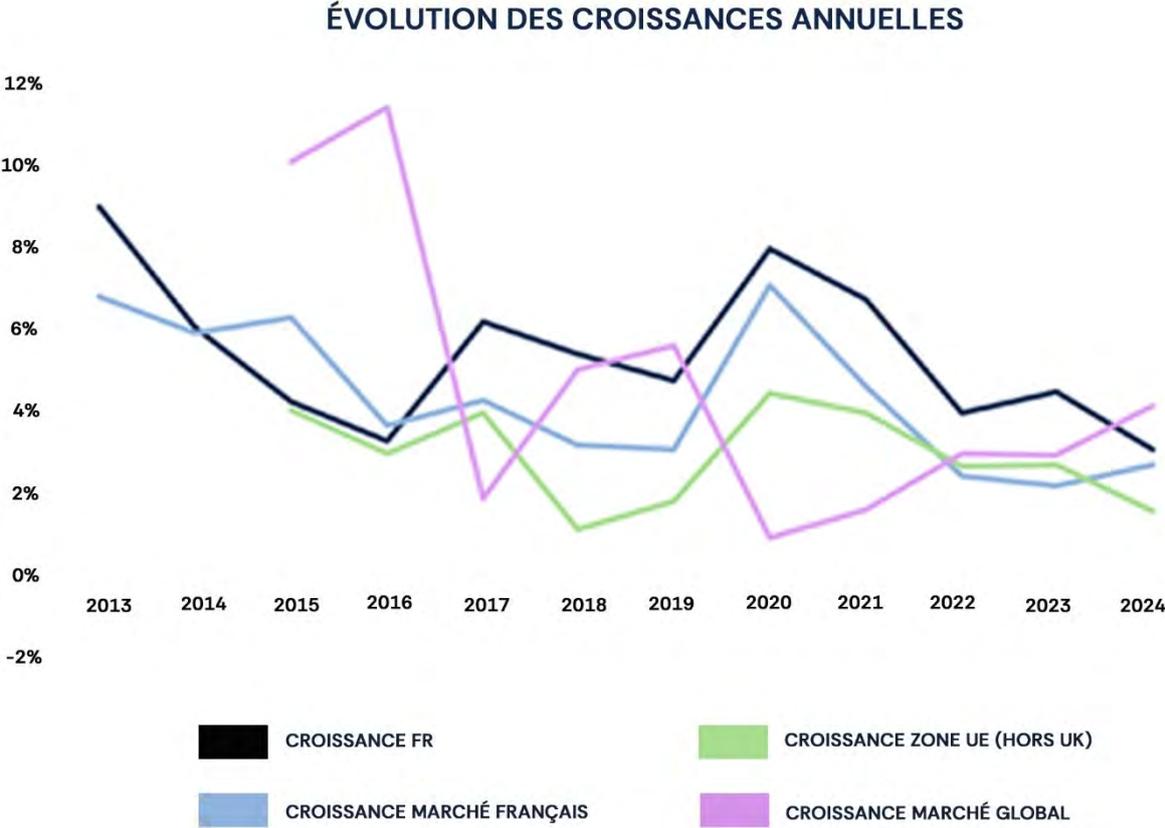


Figure 1 : Évolution des croissances annuelles (2013 – 2024)

(Tableau des chiffres de la figure 1)

## 2. Parts de marché en France

Le .FR ayant continué à croître légèrement plus vite que son marché local en 2024 (cf. Fig. 1), **sa part de marché était de 40,44 % à la fin 2024** (contre 40,28 % fin 2023).



**Cette part de marché représente un nouveau plus haut historique pour le .FR.**

Le gain de part de marché a donc été de 0,2 point en 2024, tandis que le .COM a continué à perdre du terrain (- 0,2 point). Le différentiel entre les deux extensions a continué d'évoluer à l'avantage du .FR en 2024.

	2020	2021	2022	2023	2024	Total
<b>.FR</b>	0,3	0,8	0,6	0,9	0,2	<b>+ 2,8</b>
<b>.COM</b>	- 0,6	0,6	- 0,5	- 0,8	- 0,2	<b>- 1,7</b>
<b>Autres Legacy</b>	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 0,2	<b>- 1,4</b>
<b>Autres ccTLD</b>	- 0,4	- 0,2	- 0,1	0,0	- 0,1	<b>- 0,6</b>
<b>nTLD</b>	1,0	- 0,9	0,3	0,1	0,3	<b>+ 0,9</b>

Tableau 1 : Variations des parts de marché en France (2020 – 2024)

Le Tableau 1 permet de visualiser le détail des « gains » et des « pertes » de parts de marché sur les cinq dernières années. Pendant cette période, la situation du .FR s’est améliorée de manière constante avec au total un gain de 2,8 points. Le .COM a de son côté perdu 1,7 point, les Autres Legacy perdu 1,4 point, les Autres ccTLD 0,6 point, et les nTLD gagné 0,9 point.

L’année 2024 a confirmé la solidité du .FR sur son marché, tandis que le .COM poursuit son déclin amorcé en 2022. Après de mauvaises années 2022 et 2023 au niveau mondial, le .COM semble en passe de terminer 2024 en perte de – 1,5 à – 2,0 % de son stock. Cette faiblesse favorise d’autant les gains de parts de marché par les ccTLD dynamisés par l’accélération de la transition numérique (le cas du .FR n’étant pas une exception).



Ces données pluri annuelles font apparaître **une réelle « préférence » en France pour le .FR, constante dans la durée.**

Les pertes de parts de marché des autres segments peuvent s’expliquer par les mêmes facteurs que les années précédentes : déposés plutôt à titre défensif, les

« Autres Legacy » souffrent de « nettoyages de portefeuilles » que ne viennent pas compenser de fortes créations.

Les nTLD pour leur part fonctionnent selon deux logiques bien différentes. D'un côté, les nTLD « *low cost* » attirant des créations d'aubaine et connaissant ensuite de faibles taux de maintenance. De l'autre, les nTLD plus « classiques » contraints par les charges fixes imposées par l'ICANN et par leurs volumes relativement faibles à pratiquer des tarifs qui les rendent moins compétitifs tout en ne leur permettant pas de dégager des marges suffisantes pour financer les opérations de promotion dont ils auraient besoin pour se faire connaître de leurs cibles.

La Figure 2 ci-dessous montre que sur une longue période, la réalité du marché est celle des usages, et que le grand défi pour les extensions « secondaires » comme les Autres Legacy, ou nouvelles venues sur le marché, comme les nTLD, est de réussir à s'ancrer dans des usages réels.

## ÉVOLUTIONS DES PARTS DE MARCHÉ EN FRANCE

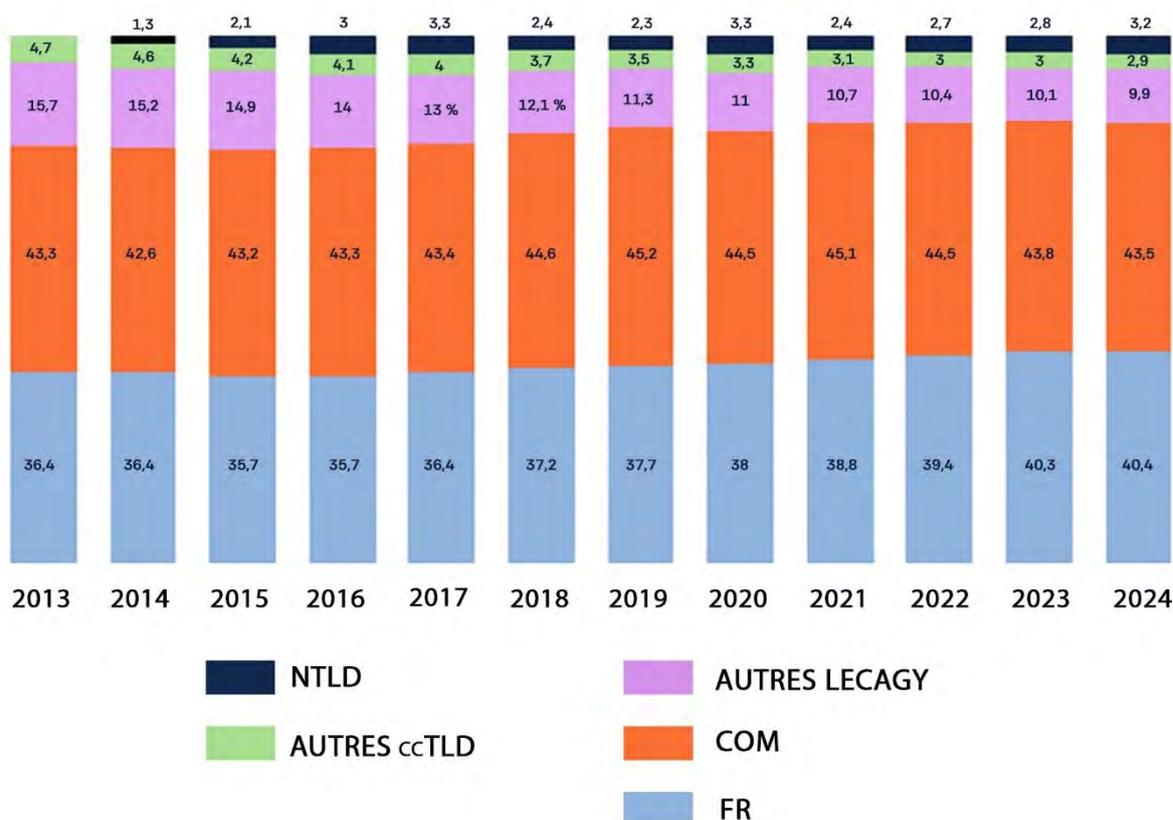


Figure 2 : Évolution des parts de marché en France (2013 – 2024)

(Tableau des chiffres de la figure 2)

*Les données des TLD autres que le .FR sont des estimations fournies par ZookNIC.*

De ce fait, la pérennité et le succès d'une extension sont moins mesurables par les volumes de stocks ou par les dynamiques des créations que par l'utilisation réellement faite des noms. Cette dimension est aussi malheureusement l'une des plus complexes à évaluer et pour l'instant, nous ne sommes pas en mesure de proposer des données fiables à ce sujet.

# 3. Activité du .FR



L'activité du .FR a été marquée en 2024 par une stabilisation des créations à un niveau historiquement très élevé, légèrement au-dessus des 800 000.

Les suppressions ont pour leur part augmenté de 5 % (contre + 7 % en 2023), avec pour conséquence une détérioration du taux de maintenance qui est passé de 83,4 % à 82,6 % en 2024, pour une moyenne de 83,6 % sur la période 2020 - 2024.

Le bon niveau des créations prouve que le phénomène d'accélération de la transformation numérique s'est pérennisé. Pour autant, l'augmentation des suppressions, supérieure à la croissance du stock en 2023 (+ 3,4 %), reflète une volatilité plus forte des créations, qui restent moins renouvelées qu'à l'ordinaire en fin de première année.

Au-delà des « déçus » de la transition numérique, le contexte économique peut expliquer ce phénomène (augmentation significative des défaillances d'entreprises).

Le Tableau 2 présente les écarts par nature de flux.

Flux	2023	2024	Variation (abs)	Variation (%)
Créations	801 427	802 202	+ 775	+ 0,1 %
Suppressions nettes <sup>1</sup>	683 867	719 090	+ 35 223	+ 5,2 %
Solde net	117 560	83 112	- 34 448	- 29,3 %

Tableau 2 : Flux d'activité du .FR en 2024

La Figure 3 présente l'évolution des flux du .FR depuis 2013 et permet de visualiser les niveaux historiques de créations, de suppressions et de solde net.

---

<sup>1</sup> Les Suppressions nettes correspondent aux Suppressions brutes minorées des opérations de « restauration » de noms supprimés puis conservés par leurs titulaires, et majorées des suppressions menées à l'initiative de l'Afnic notamment dans le cadre d'opérations de vérifications.

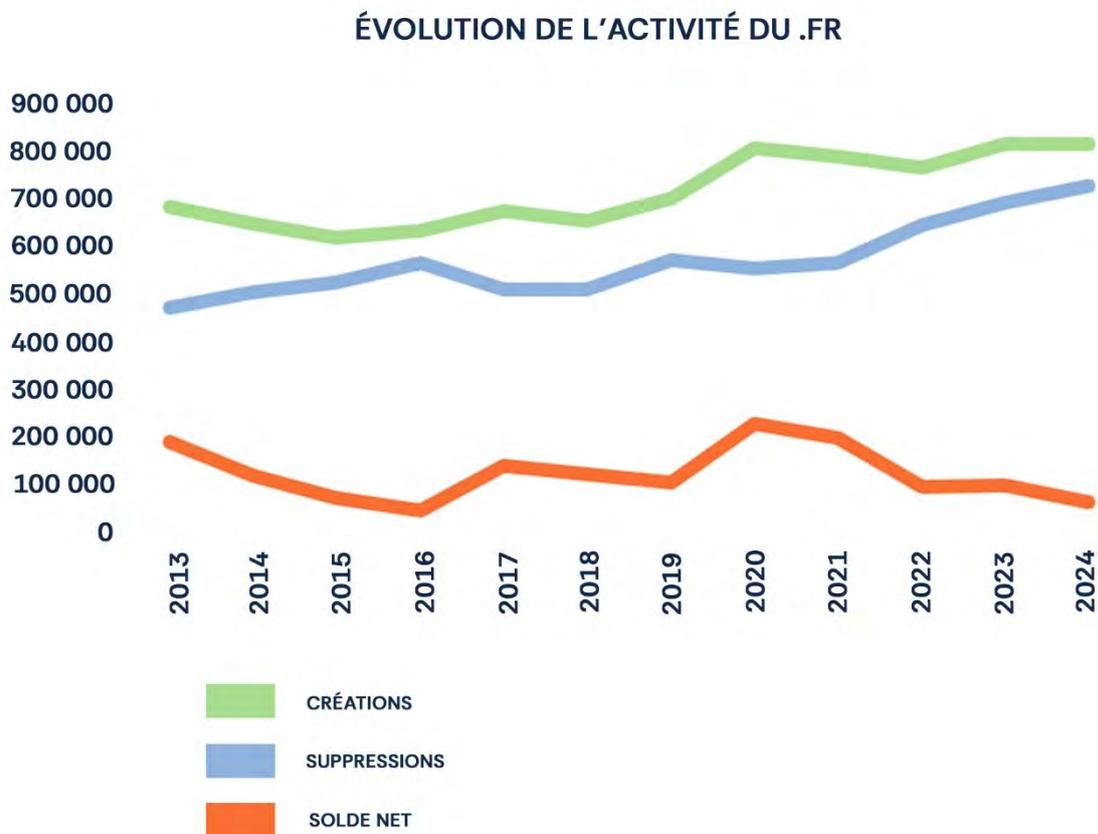


Figure 3 : Évolution de l'activité du .FR (2013 – 2024)

(Tableau des chiffres de la figure 3)

Après un pic en 2012, les créations ont oscillé entre 600 et 700 000 par an de 2013 à 2019. Elles ont dépassé les 700 000 en 2020 et se sont maintenues au-dessus de ce seuil en 2021 et 2022, avant de franchir les 800 000 en 2023. Elles sont restées à ce niveau historique en 2024.

Pour leur part, les suppressions ont évolué entre 2013 et 2021 dans le canal de 500 000 à 600 000, avec deux pics en 2016 et 2019 liés à des incidents

ponctuels. Les 600 000 suppressions ont été franchies en 2022, et les 700 000 en 2024. Cette évolution pèse mécaniquement sur le Taux de maintenance qui est tombé à 82,6 % en 2024<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Le Taux de maintenance est calculé par la formule suivante :  $(\text{Stock } 01/01/25 - \text{Créations } 2024) / \text{Stock } 01/01/24$ . Il mesure donc la proportion de noms présents au 01/01/24 qui étaient toujours présents au 01/01/25. Les puristes distinguent ce Taux de maintenance du Taux de renouvellement, qui mesure la proportion de noms renouvelés parmi ceux qui arrivaient à échéance dans une période considérée. Pour des raisons de benchmark, nous préférons utiliser le Taux de maintenance qui peut être calculé sans disposer des dates d'échéances des noms renouvelés.

# 4. Formation du solde net du .FR

L'étude des composantes du solde net et de leurs évolutions met en évidence les dynamiques sous-jacentes aux performances étudiées ci-dessus.

La Figure 4 représente les variations des renouvellements et des créations d'une année sur l'autre, leur addition formant le solde net.

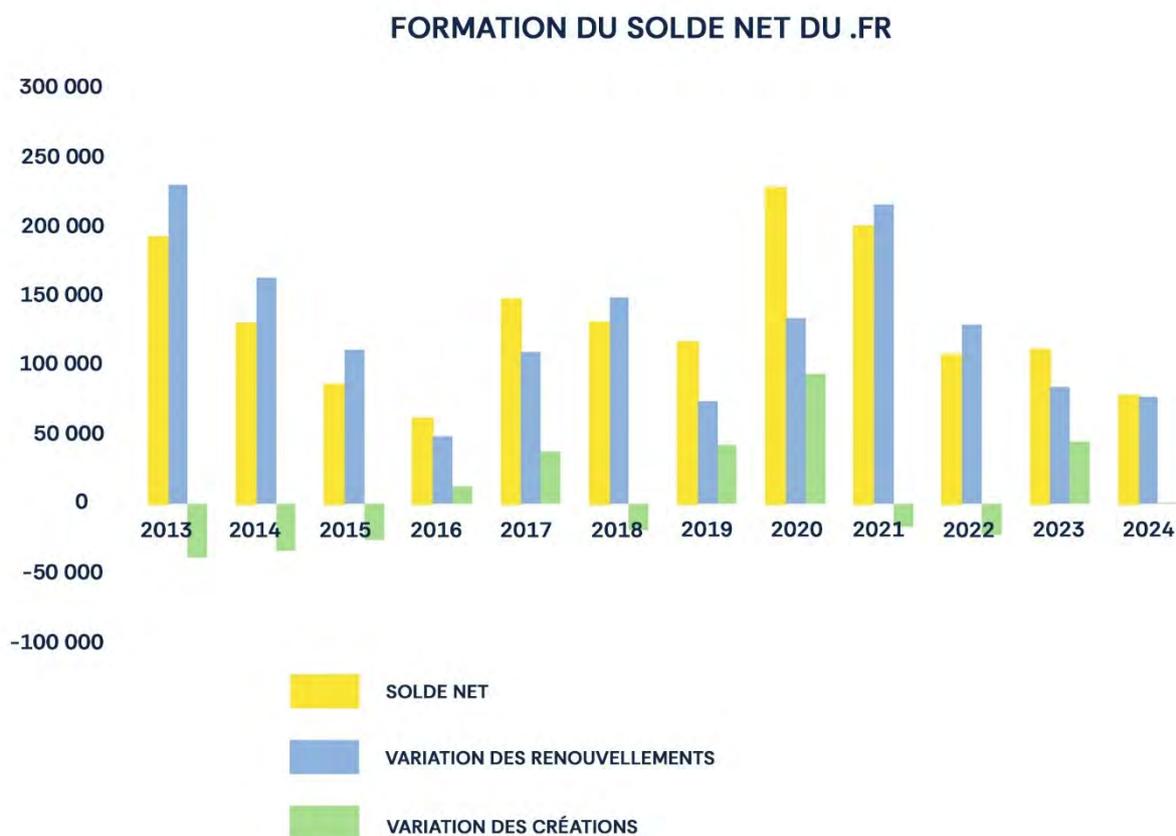


Figure 4 : Formation du solde net du .FR (2013 – 2024)

(Tableau des chiffres de la figure 4)

La variation des renouvellements a toujours été positive entre 2012 et 2024, traduisant le fait que le nombre absolu de noms renouvelés ne cesse de croître (2021 est la première année où plus de 3 millions de .FR ont été renouvelés, ce chiffre étant de 3 414 530 en 2024). Assez logiquement, la variation du volume de noms renouvelés est corrélée avec les évolutions du solde net, ce qui explique le ralentissement de la progression.

Après deux années de baisse, les créations ont connu une embellie marquée en 2023 et une stabilisation en 2024, avec pour conséquence que la variation du solde net 2024 est presque intégralement due à celle du volume de noms maintenus.

L'étude des « paramètres clés » du .FR permet d'explicitier ces éléments et d'illustrer le raisonnement mené en termes de prévisions d'activité.

# 5. Paramètres clés du .FR

## 5.1. Un taux de création en voie de stabilisation

Le taux de création représente la part de noms créés dans l'année dans le stock en fin d'année.

Plus un TLD est « jeune » ou « dynamique », plus son taux de création est élevé. Ce taux tend à se réduire avec le temps, puisque le stock de noms augmente d'année en année et que l'effort à fournir en termes de créations (en valeur absolue) est mécaniquement de plus en plus important, si l'on veut conserver un pourcentage identique d'une année sur l'autre.

La figure 5 montre que le taux de création du .FR a perdu 4 points en 2013 – 2015, avant de connaître un palier en 2016 – 2017, de se dégrader en 2018 et de remonter en 2019 et en 2020. Cette évolution ne s'est pas poursuivie en 2021 et 2022, le taux de création du .FR retombant vers 19 %. Le niveau exceptionnel des créations 2023 lui a permis de revenir au-dessus des 19 % avant de se stabiliser à 18 % en 2024.

## ÉVOLUTION DU TAUX DE CRÉATION DE .FR

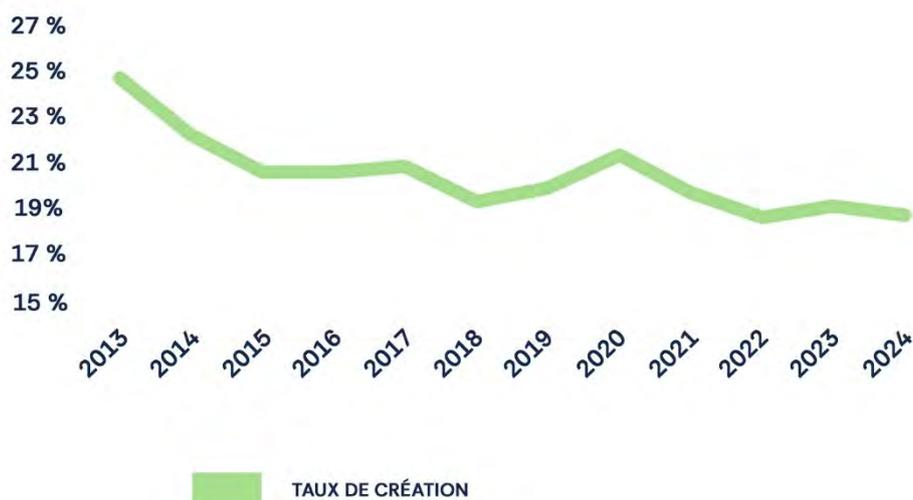


Figure 5: Variation du Taux de Création

(Tableau des chiffres de la figure 5)

Nous pouvons évaluer la pertinence des scénarios évoqués en termes d'évolutions possibles au cours des dernières années. Nous évoquons deux possibilités :

- un scénario optimiste, si la transformation numérique initiée en 2020 se poursuivait en assurant le maintien de la dynamique de créations ;

- un scénario pessimiste, si la morosité économique venait réduire les investissements et dissuader les porteurs de projets potentiels de se lancer dans la création d'entreprise.

La performance de 2024 montre que le .FR continue à s'inscrire dans le scénario optimiste, ce qui ne signifie pas pour autant que celui-ci puisse durer éternellement. Le maintien du taux de création à 18 % environ en 2025 serait en soi un beau succès, puisque tant que le stock est en croissance il faut toujours plus de créations pour conserver un Taux de création constant.

L'évolution des créations hebdomadaires illustré dans la Fig. 5.1 montre que les créations 2024 ont été plus faibles qu'en 2023 au 1<sup>er</sup> semestre, avant de reprendre à partir de septembre et de rattraper le retard accumulé. Les tendances saisonnières restent marquées, avec des mois « creux » en juillet – août et une chute brutale lors de la 2<sup>ème</sup> quinzaine de décembre.

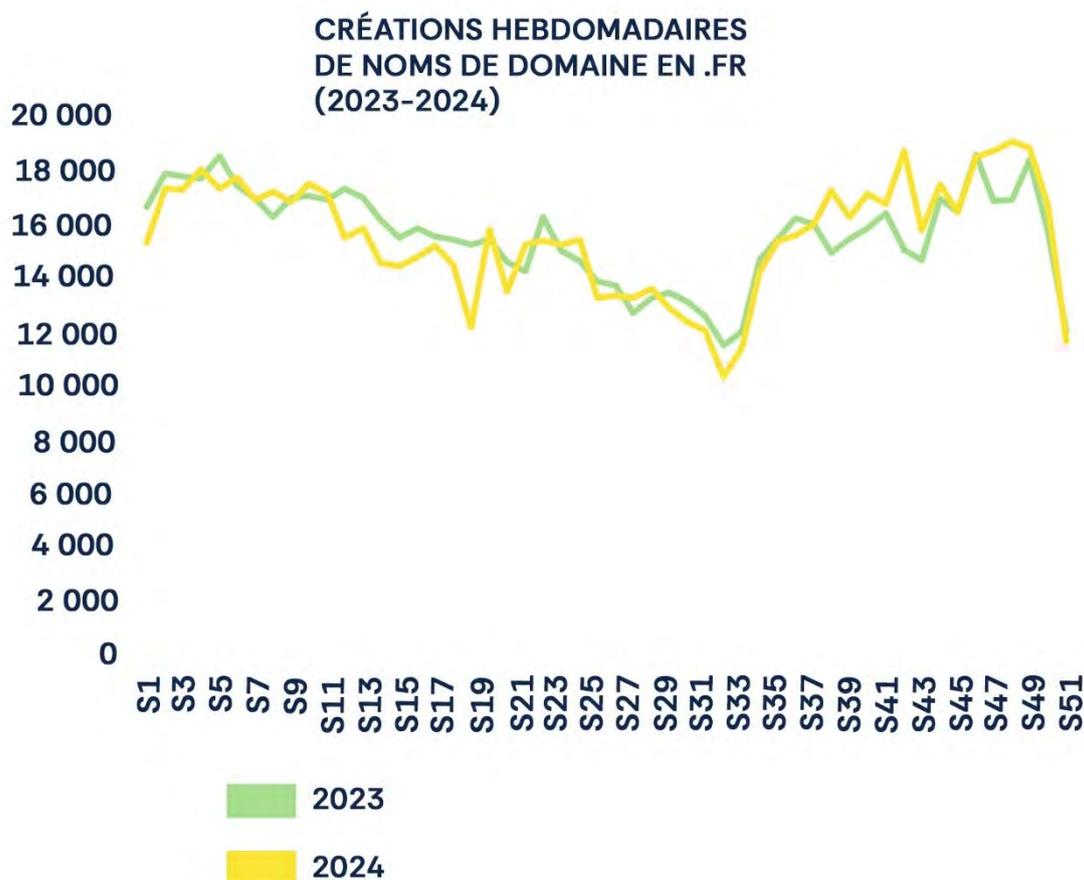


Fig. 5.1 – Comparaison des niveaux de créations hebdomadaires en 2023 et 2024

(Tableau des chiffres de la figure 5.1)

## 5.2. Un taux de maintenance en baisse en 2024

Le taux de maintenance est calculé en soustrayant les créations de l'année au stock de fin d'année, et en rapportant ce solde au stock en début d'année. Il mesure donc la proportion de noms existant en portefeuille en début d'année, qui n'ont pas été supprimés en fin d'année.

Ce taux de maintenance est en diminution depuis 2022 du fait de l'augmentation des suppressions plus rapide que celle du stock de l'année précédente.

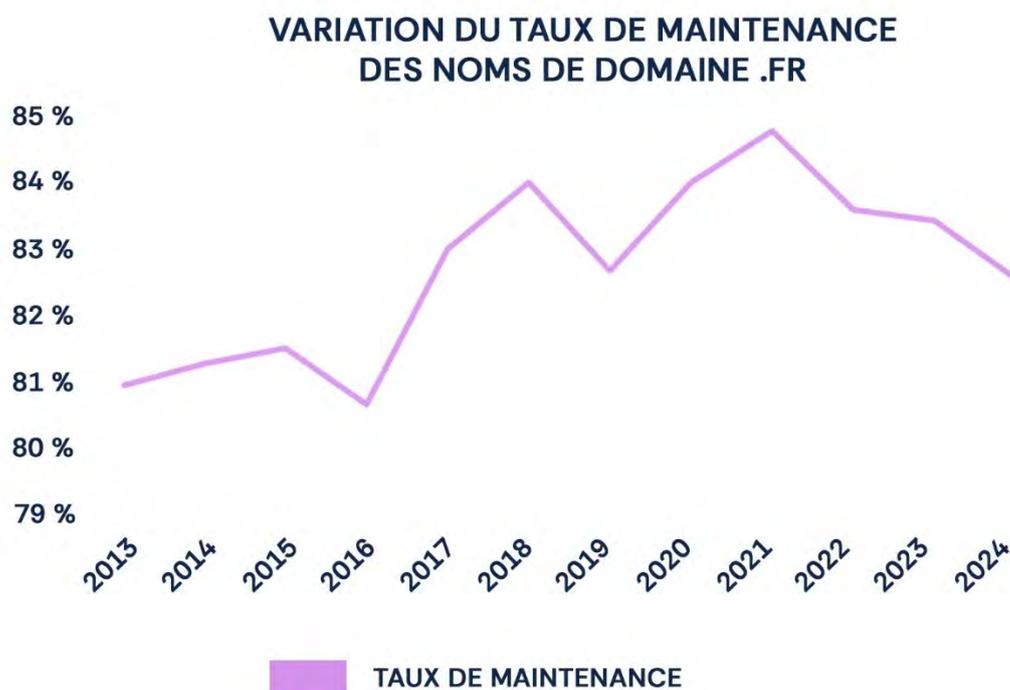


Figure 6 : Variation du taux de Maintenance

**(Tableau des chiffres de la figure 6)**

La figure 6 met en évidence que ce taux a sensiblement progressé sur une période longue (+ 3,5 points entre 2013 et 2021) avec des à-coups liés à des événements ponctuels (mise en place de systèmes de renouvellements automatiques par certains grands bureaux d'enregistrement, suppressions de portefeuilles de « *domainers* » non éligibles, etc.

Les suppressions soutenues des années 2022 – 2024 ont pesé à la baisse sur le taux de renouvellement qui est revenu dans la fourchette 83 % – 84 % dans laquelle il évoluait entre 2017 et 2020, avant de passer sous les 83 % en 2024.

Les principales causes de cette évolution des suppressions sont au nombre de quatre :

- l'augmentation du stock, qui accroît mécaniquement le nombre de noms arrivant à échéance et donc les suppressions ;
- une plus forte volatilité des noms de domaine induite par les forts niveaux de créations. Cette volatilité reflète une part plus importante de dépôts d'opportunité, qui se traduit par un Taux de maintenance des noms arrivant à échéance pour la première fois plus bas que sa moyenne historique ;
- les conséquences à moyen terme de « l'effet Covid » qui a contraint de nombreuses entreprises à s'assurer une présence sur internet en 2020 – 2021, avec en 2022 – 2024 un phénomène de « retour à la normale » se traduisant par l'abandon des sites créés en situation de crise ;
- la situation économique et (nous le verrons plus loin) le fort volume de défaillances en partie lié à un « rattrapage » de la période du Covid pendant laquelle des entreprises non viables ont pu survivre grâce aux aides de l'État.

Si les deux dernières causes devraient s'estomper avec le temps, les deux premières resteront certainement structurantes en 2025.

Enfin, le fort volume de créations de 2023 – 2024 constitue un enjeu à lui tout seul, puisque le niveau du taux de renouvellement des noms en fin de 1<sup>ère</sup> année impacte significativement le taux de renouvellement global : en 2025, 18 % du

stock de .FR (taux de création 2024) arriveront à échéance pour la première fois de leur cycle de vie.

La structure du portefeuille de .FR par ancienneté de création est donc un facteur clé pour comprendre le mécanisme.

### **5.3. La répartition des .FR par ancienneté, un élément d'explication**

La Figure 7 ci-dessous montre la répartition des .FR par ancienneté au 31/12/24. Les noms créés en 2024 ont une ancienneté de 0 an, ceux de 2023 une ancienneté de 1 an, etc.

## STRUCTURE DU .FR PAR ANCIENNETÉ DES NOMS AU 31/12/24

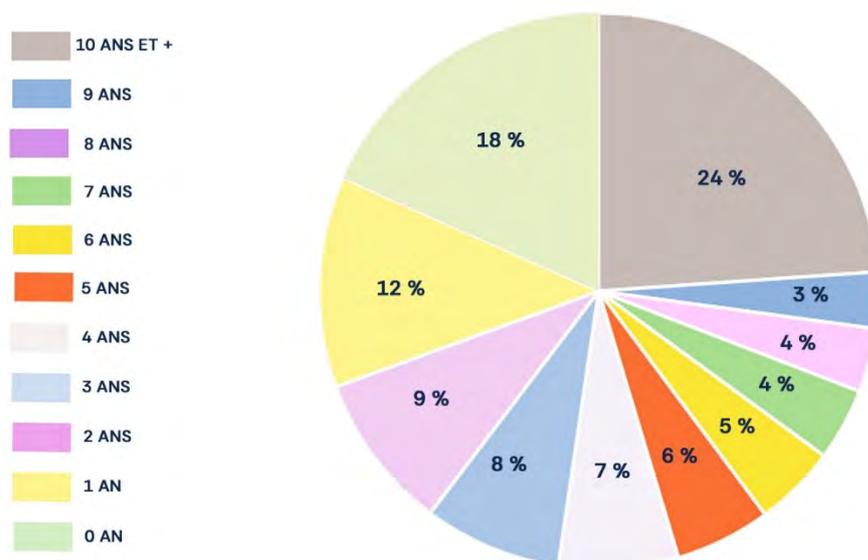


Figure 7 : Structure du .FR par ancienneté des noms au 31/12/2024

### (Tableau des chiffres de la figure 7)

Cette structure est très stable dans le temps, les noms créés durant l'année qui vient de s'écouler représentant généralement un peu moins de 20 % du stock (ceci correspondant au Taux de création). On peut discerner trois tiers : les noms créés en 2023 et 2024 (30 % contre 31 % au 31/12/23), les noms ayant une ancienneté de 2 à 6 ans (35 % en 2024 comme en 2023) et les noms ayant une ancienneté de 7 ans ou plus (35 % contre 34 %).

Le poids des noms « anciens » augmente donc légèrement, avec à la clé un effet de stabilisation sur le taux de renouvellement. Toutefois cet impact n'a pas été

suffisant en 2024 pour compenser l'augmentation de la volatilité des noms les plus récemment déposés.

En effet, la structure des .FR par ancienneté a une incidence directe sur le taux de maintenance de l'extension, car ce taux varie avec l'âge des noms de domaine (cf. Fig. 8).

### TAUX DE MAINTENANCE PAR ANCIENNETÉ DES .FR EN 2024

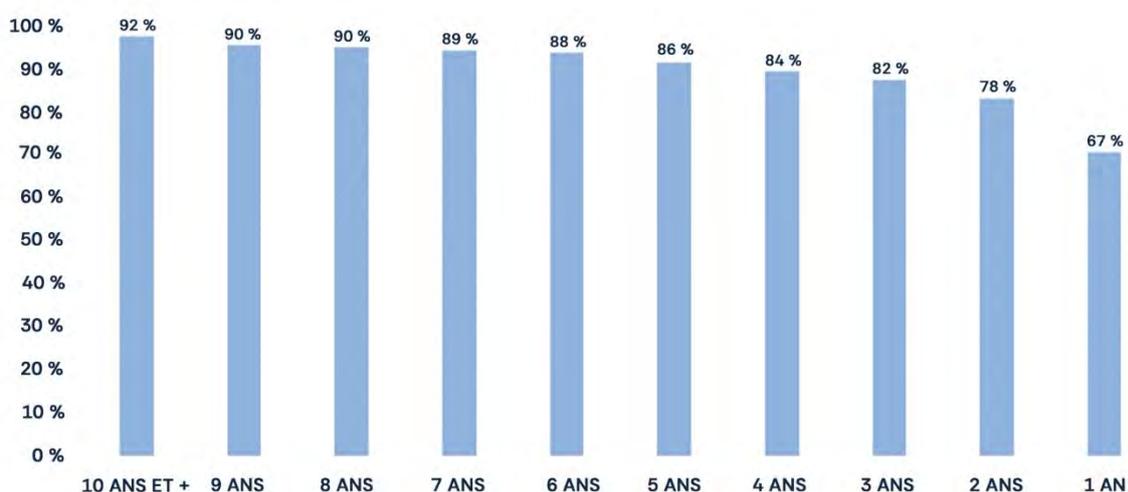


Figure 8 : Taux de maintenance par ancienneté des .FR en 2024

(Tableau des chiffres de la figure 8)

Le taux de maintenance en année 1 (premier renouvellement) a été de 67 % en 2024, et progresse par la suite à 80 % et plus. Un nom de domaine conservé pendant plusieurs années a une probabilité de plus en plus importante d'être

conservé dans l'avenir. À partir d'une ancienneté de 6 ans et plus, le taux de maintenance est égal ou supérieur à 90 %.

Le Taux faible en année 1 à fin 2024 (67 % contre 66 % en 2023 et un taux global pour le .FR de 82,6 %) montre que les bureaux d'enregistrement pourraient mener des campagnes de fidélisation efficaces au moment de ce premier anniversaire, l'espérance de gain (le renouvellement des noms) y étant la plus élevée.

Le taux de maintenance n'est jamais de 100 %, ce qui reflète l'existence d'un phénomène d'érosion naturelle décroissant à mesure que les noms gagnent en ancienneté. Mais la « qualité » des noms entre aussi en jeu. Ainsi, jusqu'en 2023, le seuil des 90 % de taux de maintenance était atteint dès la 5<sup>ème</sup> année, alors qu'en 2024 ce sont les noms de 6 ans et plus qui ont été renouvelés à plus de 90 %. La faiblesse du taux de maintenance de 1<sup>ère</sup> année se propage donc peu à peu sur toute la structure du .FR et fait baisser, quoique de manière très progressive, les taux de maintenance par ancienneté. Ce phénomène vient compenser l'augmentation mécanique du taux de maintenance avec l'âge du portefeuille. De l'équilibre entre ces deux tendances antagonistes dépend la variation du taux de maintenance.

Historiquement, le taux de maintenance en 1<sup>ère</sup> année n'a jamais dépassé les 70 % depuis au moins 2016, se situant dans la fourchette 68 – 70 % entre 2017 et 2022. Il a significativement chuté en 2023 du fait de créations plus volatiles en 2022 et particulièrement chez les particuliers (taux de maintenance de 59 %, contre 72 % pour les personnes morales). En 2024, la situation s'est légèrement améliorée pour les noms déposés par des particuliers (61 % contre 59 %) tandis qu'elle se dégradait pour les noms déposés par des personnes morales (71 % contre 72 %), ce qui explique la relative stabilité de l'indice.

## 5.4. Évolution du nombre de .FR depuis 1998

La Figure 9 met en exergue les impacts sur la croissance du .FR des différentes vagues d'ouvertures (2004, 2006, 2011) et de la pandémie (2020/2021).

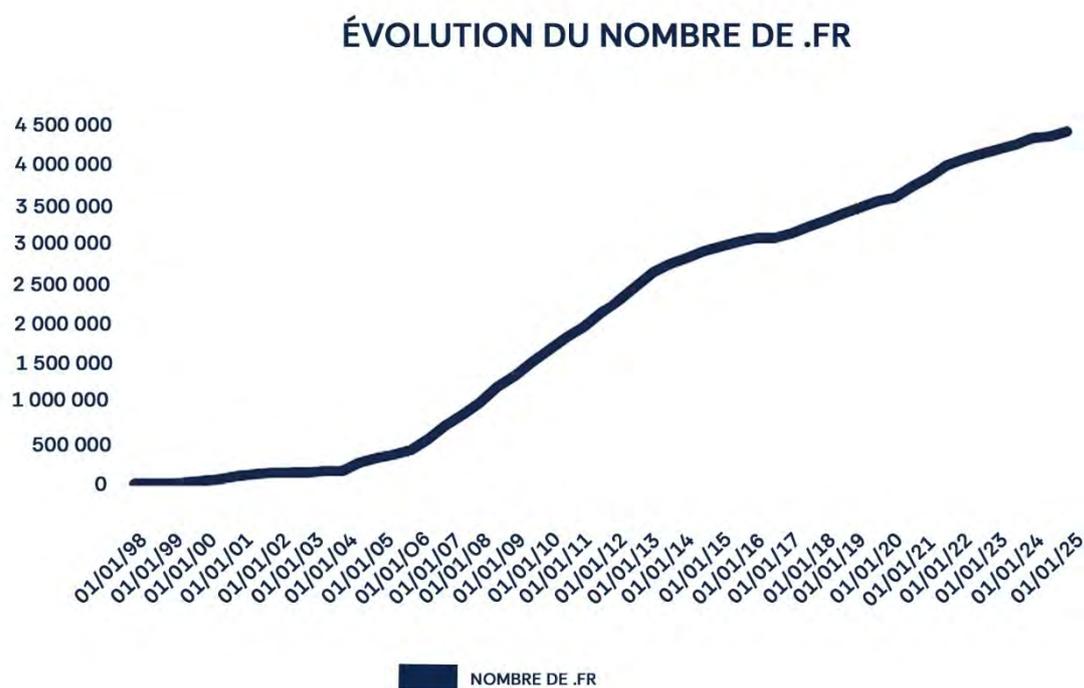


Figure 9 : Évolution du nombre de .FR période 1998–2024

(Tableau des chiffres de la figure 9)

L'assouplissement du « droit au nom » en mai 2004, c'est-à-dire l'abandon de l'exigence d'avoir à justifier d'un droit sur le nom déposé, a été le premier facteur d'accélération de la croissance. L'ouverture aux particuliers en 2006 a cependant été le facteur déterminant, les deux « ouvertures » cumulant leurs

effets jusqu'en 2013 sans effet notable de l'ouverture à l'Union européenne (2011).

À partir de 2013, la croissance se ralentit et il faut attendre le début 2017 pour franchir les trois millions de .FR. Le rythme reste soutenu en 2018 et 2019, et s'accélère encore en 2020 du fait de la pandémie et des confinements ; les 3,5 millions de .FR sont franchis au 2<sup>ème</sup> semestre 2020. En 2021, la pente est restée forte bien qu'une inflexion ait pu être remarquée. Les 4 millions de .FR ont été franchis en décembre 2022.

En 2023 et 2024, le stock continue à progresser sur la tendance de 2022, avec un ralentissement continu (+ 2,0 % en 2024 contre 3,4 % en 2023). Il s'établit à 4 216 786 noms au 31/12/24.

# 6. Concentration du marché du .FR

L'indice de concentration du .FR est calculé en prenant la somme des carrés des parts de marché des 10 premiers bureaux d'enregistrements (formule du HHI ou Herfindahl-Hirschmann Index).

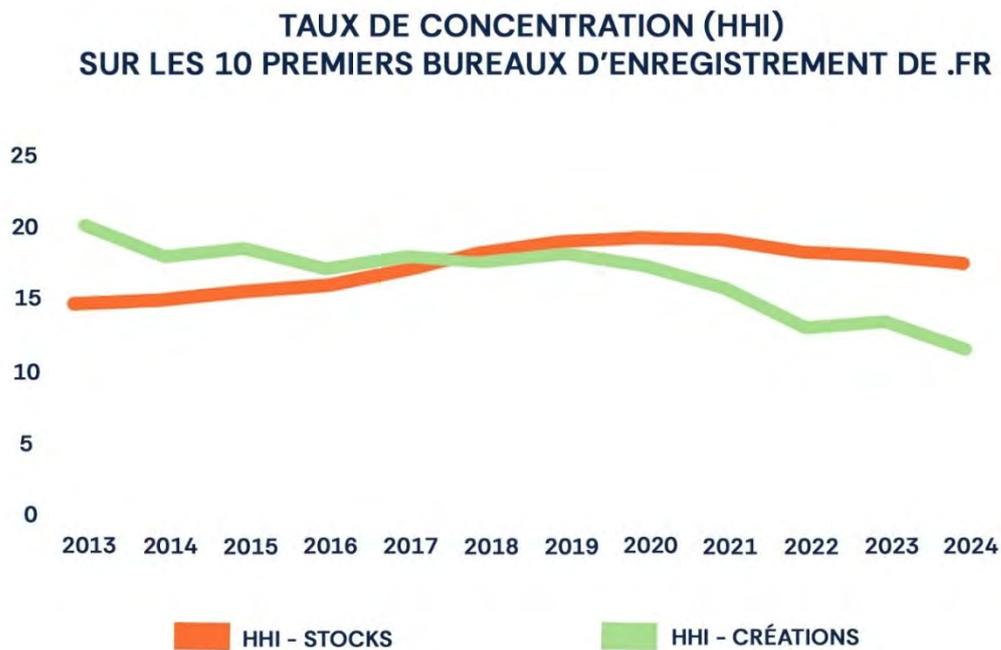


Figure 10 : Taux de concentration (HHI) sur les 10 premiers BE (2013 – 2024)

(Tableau des chiffres de la figure 10)

La Figure 10 montre les évolutions de la concentration du « marché » .FR depuis 2013.

À l'heure actuelle, le .FR est toujours considéré aux termes de la nomenclature HHI comme un marché moyennement concentré. Cependant il pourrait être considéré comme significativement concentré si l'indice passait au-delà de 20, ce qu'il a failli faire en 2020.

La courbe HHI Stock progresse jusqu'en 2019, se stabilise en 2020 – 2021 et décline en 2022 – 2024, sous l'effet de l'évolution de l'indice HHI des créations. Celui-ci est passé sous l'indice du Stock dès 2018, mais le décrochage s'est vraiment produit à partir de 2020 et jusqu'en 2022. L'indice est reparti à la hausse en 2023 avant de poursuivre la tendance baissière amorcée en 2018. Ceci signifie que les « *leaders* » parmi les bureaux d'enregistrement ont de plus en plus de mal à faire face au dynamisme de certains « *challengers* », du moins au niveau des créations.

Nous sommes donc toujours en phase de déconcentration du marché, l'indice HHI Stock réagissant plus lentement du fait des noms déposés qui constituent en pratique des « positions acquises » pour les bureaux d'enregistrement, la part de noms passant d'un bureau à un autre restant marginale (cf. Fig. 11). Cette proportion n'a en effet jamais dépassé les 2,5 % entre 2014 et 2019, établissant un « record » ponctuel en 2020 à 3,5 % avant de revenir à ses niveaux habituels (2,3 % en 2021, 1,9 % en 2022, 2,3 % en 2023 et 2,4 % en 2024).

## POURCENTAGE DE NOMS .FR TRANSFÉRÉS ENTRE BUREAUX D'ENREGISTREMENT

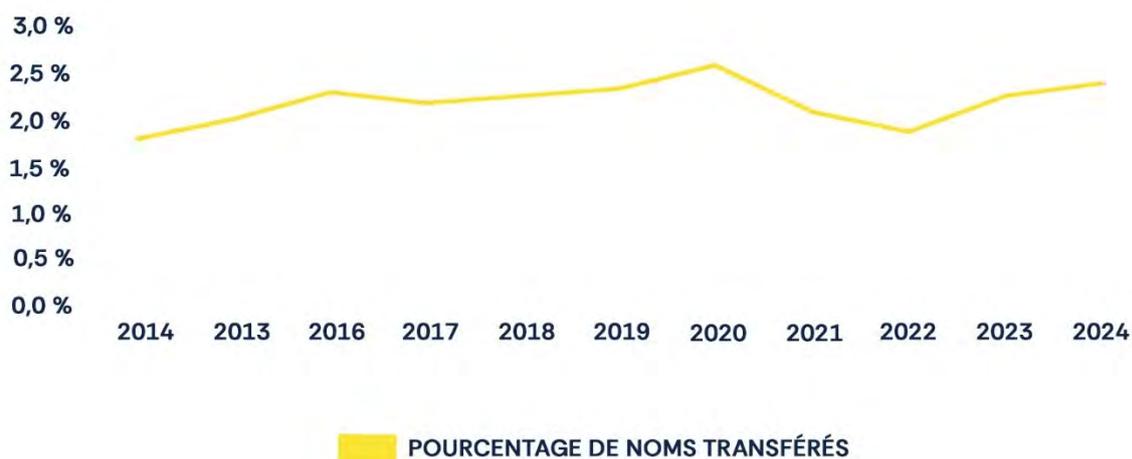


Figure 11 : Pourcentage de noms transférés entre bureaux d'enregistrement  
(2014 – 2024)

(Tableau des chiffres de la figure 11)

Les portefeuilles sont donc globalement stables, leurs évolutions étant dictées, au niveau des bureaux d'enregistrement, par les effets conjugués des créations et des renouvellements plus que par les flux de clients captés ou perdus. Ceci n'exclut pourtant pas des phénomènes ponctuels, parfois de grande ampleur à l'échelle d'un bureau d'enregistrement, mais « redistribuant » au final assez peu de points de parts de marché.

Cette relative atonie des taux de transferts inter-bureaux d'enregistrement montre que le marché des noms de domaine en France reste encore un marché

« de croissance », la concurrence s'exerçant sur les créations bien plus que sur les clients acquis.

À mesure que le marché entrera dans sa phase de maturité (avec un stock à l'équilibre ou en légère décroissance) le taux de transfert inter-bureaux d'enregistrement devrait s'apprécier en reflétant une concurrence accrue sur les clients acquis, l'objectif de certains bureaux d'enregistrement devenant de conquérir des parts de marché en séduisant les clients de leurs concurrents. Là encore, ce phénomène est déjà visible mais ne concerne pas de volumes significatifs.

Cette stratégie se heurte en effet à plusieurs obstacles : les noms de domaine sont souvent associés à différents services de présence internet et le changement de bureau d'enregistrement peut avoir une incidence sur ces autres services, ce qui est un frein à la décision de transfert.

Dans un contexte de concurrence accrue, les politiques de prix deviennent un élément décisif permettant de garantir la « loyauté » des clients ou les incitant à migrer vers des profils de tarifs moins élevés. Or des stratégies de prix agressives conduisent à l'augmentation des coûts d'acquisition clients, qui ne peuvent être compensés que dans le cadre de « packages » de services intégrant les noms de domaine, ou bien par des tarifs de renouvellement plus élevés que le tarif de création ou de transfert initial, ce qui augmente d'autant la volatilité du portefeuille (augmentation des abandons potentiels) et alimente la dynamique des transferts inter-bureaux d'enregistrement.

Placés au cœur des dispositifs de présence internet, les noms de domaine par eux-mêmes ne sont pas encore l'objet d'une concurrence très vive entre

acteurs, ainsi qu'en témoigne l'analyse des flux de transferts entre bureaux d'enregistrement.

2024	Transferts entrants			
	3 premiers	Autres	Total	%
3 premiers	17 074	26 918	43 992	47 %
Autres	17 569	32 533	50 102	53 %
<b>Total</b>	<b>34 643</b>	<b>59 451</b>	<b>94 094</b>	
%	37 %	63 %		

Tableau 3 : Transferts inter – bureaux d'enregistrement

En 2024, sur 94 094 transferts entre bureaux d'enregistrement, 34 643 (37 % contre 38 % en 2023, 45 % en 2022, 42 % en 2021 et 30 % en 2020) étaient réalisés au profit des trois *leaders*, tandis que ces mêmes *leaders* perdaient 43 992 noms (47 % du total contre 43 % en 2023, 39% en 2022, 37 % en 2021 et 25 % en 2020) au profit des autres bureaux d'enregistrement.

Le solde net des transferts s'établit donc à 9 349 noms en défaveur des trois *leaders* (10 % du total) contre 4 222 noms en 2023 (4,7 % du total).

Flux de transfert entre Bureaux d'enregistrement	2022	2023	2024
3 premiers vers les 3 premiers	19 %	18 %	18 %
Autres vers les 3 premiers	26 %	21 %	19 %
3 premiers vers les Autres	20 %	25 %	29 %
Autres vers les Autres	35 %	36 %	35 %

Tableau 4bis : Flux de transferts entre les 3 premiers bureaux d'enregistrement et les autres (2022-2024)

L'étude des flux d'échanges depuis 2022 montre que les transferts entre les 3 premiers bureaux d'enregistrement sont assez stables en pourcentages (18 – 19 %), alors que les flux entrants des Autres vers les 3 premiers sont en déclin prononcé (19 % en 2024 contre 26 % en 2022) et que les flux sortants des 3 *leaders* vers les Autres sont en progrès continu (29 % en 2024 contre 20 % en 2022). Les transferts entre les Autres sont stables à 35-36 % du total.

Nous sommes donc en présence, depuis 2022, d'un schéma où les 3 *leaders* (pris dans leur ensemble) perdent des clients au profit des *Autres* (effet dissuasif) tandis que les clients des *Autres* se tournent moins vers eux lorsqu'ils changent de bureaux d'enregistrement (effet répulsif). Même si les volumes impliqués restent modestes, ce phénomène contribue à l'érosion de la part de marché du « bloc » des 3 *leaders* et à la déconcentration du .FR.

Ce phénomène est peut-être ponctuel, mais peut-être s'agit-il aussi d'un signal montrant que les *leaders* voient leurs offres menacées par des *challengers* plus agressifs commercialement, ou plus innovants en termes de services.

Le phénomène des flux de transferts met aussi en lumière les enjeux croissants liés aux réseaux de revendeurs, qui peuvent faire migrer de l'un à l'autre les portefeuilles de noms de domaine que leurs clients leur ont confié en gestion.

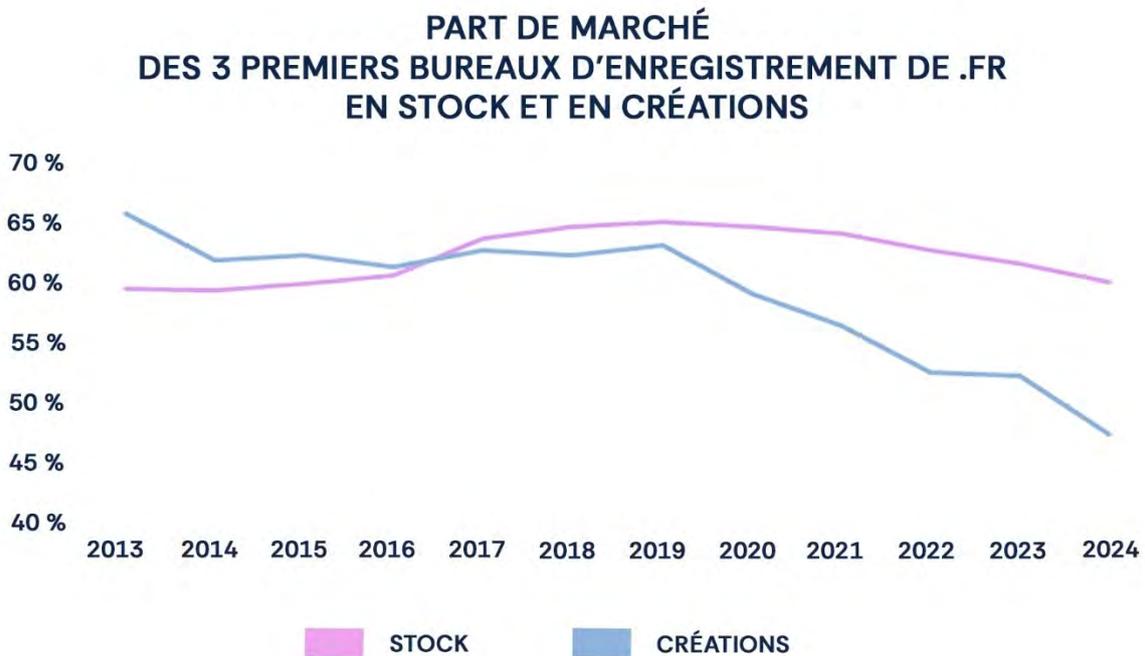


Figure 12 : Part de marché des 3 premiers bureaux d'enregistrement en stock et en créations (2013 – 2024)

(Tableau des chiffres de la figure 12)

Les trois *leaders* restent puissants sur le marché du .FR, même si leur part de marché globale tend à s'effriter, dans le contexte de la déconcentration progressive du marché du .FR.

La figure 12 ci-dessus décrit l'évolution depuis 2013 des parts de marché des trois premiers acteurs, en stock et en créations. Elle montre que le phénomène de « déconcentration » (concentration des créations inférieure à celle du Stock) a commencé pour eux dès 2017, la concentration en stock continuant à progresser pour culminer en 2019 à 65,3 % avant de diminuer en 2020, ayant

perdu, fin 2024, 5,1 points depuis le pic de 2019. Les créations pour leur part sont tombées durant la même période de 63,3 % à 47,5 %, soit 15,8 points.

Cette évolution est très proche de celle que nous avons pu constater pour l'ensemble du .FR, montrant que cette dernière reste largement conditionnée par les performances des trois premiers bureaux d'enregistrement.

Ces données montrent que les grands *leaders* n'ont pas été ceux qui ont le plus profité des effets de l'accélération de la transformation numérique. Le fort différentiel actuel entre créations (47,5 %) et Stocks (60,2 %) met en lumière la perte de vitesse des trois *leaders* pris dans leur ensemble sur le segment de marché le plus concurrentiel, celui des créations. Bien que de taille significativement plus modeste, leurs « *challengers* » ont probablement su mettre au point des profils d'offres (prix, services) mieux adaptés aux conditions actuelles. À moyen – long terme, ces offres pèsent aussi sur les taux de maintenance et sur les flux de transferts, impactant la part de marché des trois *leaders* en stock.

**Le poids de trois acteurs premiers bureaux d'enregistrement de .FR – 60 % du .FR à eux seuls – reste aujourd'hui considérable dans l'activité du .FR en regard du nombre de bureaux d'enregistrement actifs sur cette extension. Mais leur part dans les créations à présent inférieure à 50 % est un signe fort, annonciateur d'une évolution en profondeur des facteurs clés de succès du marché des noms de domaine en France.**

# 7. Répartition des .FR sur le territoire national

Le Tableau 4 montre que toutes les régions ont été en croissance à l'exception de l'Île de France.

Les régions Grand-Est, Bretagne, Occitanie, Hauts de France et Provence Alpes Côte d'Azur ont gagné du stock, mais leur croissance a été inférieure à celle du .FR au global. Les régions ayant « surperformé » le .FR sont la Nouvelle Aquitaine, l'Auvergne Rhône Alpes, la Bourgogne Franche-Comté, le Centre Val de Loire, la Corse, la Normandie, les Pays de la Loire et (même s'ils ne sont pas une région) les Territoires ultra-marins.

Le phénomène de « rattrapage » connu par un certain nombre de régions à dominante rurale depuis la période Covid s'est poursuivi en 2024, l'Île de France présentant la situation paradoxale d'être à la fois la plus importante en parts de marché (27 %) et la plus faible en termes de croissance (- 0,5 %).

Région	2024	Var. 2024	PdM 2024	Var. (*)
Grand-Est	228	1,4 %	5 %	- 0,3
Nouvelle Aquitaine	290	2,2 %	7 %	+ 0,3
Auvergne Rhône-Alpes	498	3,4 %	12 %	+ 0,4
Bourgogne Franche-Comté	105	2,6 %	3 %	- 0,1
Bretagne	148	1,5 %	4 %	+ 0,1
Centre Val de Loire	96	2,1 %	2 %	- 0,1
Corse	13	4,3 %	0 %	0,0
Ile de France	1 154	- 0,5 %	27 %	- 4,7
Occitanie	324	1,8 %	8 %	- 0,9
Hauts de France	204	0,7 %	5 %	- 0,4
Normandie	119	3,4 %	3 %	+ 0,1
Pays de la Loire	196	5,1 %	5 %	+ 0,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	315	1,5 %	8 %	- 0,3
Ultra-marins	49	5,0 %	1 %	+ 0,3

Tableau 5: Répartition des .FR par région des titulaires en 2024

(\*) Var. : variation en points de la part de marché de chaque région sur une longue période (2014-2024)

Les poids des différentes régions correspondent à l'existence de grands centres urbains et économiques : l'Auvergne Rhône-Alpes vient en 2<sup>ème</sup> position avec 12 %, la Provence Alpes Côte d'Azur et l'Occitanie en 3<sup>ème</sup> avec 8 % chacune, la Nouvelle-Aquitaine en 5<sup>ème</sup> avec 7 %, etc. Les régions rurales sont plus en retrait, même si certaines d'entre elles sont aussi les plus fortes en termes de croissance.

Les chiffres variant peu d'une année sur l'autre, il semble plus pertinent d'observer la tendance sur une longue durée. Entre 2014 et 2024, la région qui a le plus perdu de « poids » est l'Île de France (- 4,7 points) même si elle reste de loin la plus forte en termes de parts de marché. L'Auvergne Rhône Alpes, la Nouvelle-Aquitaine et les Ultra-marins sont les *challengers* les plus dynamiques bien que leurs gains de parts de marché restent limités.

Une partie de la croissance du .FR a toutefois été obtenue grâce aux titulaires situés à l'étranger.

## 8. Titulaires étrangers

L'ouverture du .FR à l'Europe a eu lieu en 2011, avec un impact limité sur la dynamique de croissance du .FR. Le pourcentage de .FR déposés par des étrangers n'a pourtant pas cessé d'augmenter ensuite, passant de 4,9 % en 2013 à 11,3 % en 2024. Cette progression n'a connu qu'une seule année en négatif, 2018.

La croissance du nombre de noms déposés par des étrangers en 2024 a été supérieure à celle du .FR dans son ensemble : + 6,1 % contre + 2,0 %. Ces données montrent l'attractivité du .FR pour les entreprises étrangères souhaitant commercialiser leurs produits et services sur le marché français.

## POURCENTAGE DE .FR DÉPOSÉS PAR DES TITULAIRES ÉTRANGERS



Figure 13 : Pourcentage de .FR déposés par des titulaires étrangers

(Tableau des chiffres de la figure 13)

Les titulaires étrangers sont toujours principalement situés aux Pays-Bas qui se placent à la 1<sup>ère</sup> place depuis 2022 (156 000 noms contre 139 000 en 2023), en Allemagne (85 000 noms contre 81 000), en Suisse (53 000 noms contre 47 000), en Belgique (42 000 noms, stable), en Espagne (23 000 noms contre 22 000). La forte progression observée aux Pays-Bas depuis plusieurs années pourrait être la conséquence d'activités soutenues de *domaining* chez les acteurs de ce pays, au travers de bureaux d'enregistrement spécialisés.

# 9. DNSSEC

La proportion de .FR signés au moyen de DNSSEC est passée de 3,8 % en 2013 à 19,8 % en 2024, soit une multiplication par 8 en volume, de 103 000 noms à 835 000 noms.

Ceci est dû à une politique volontariste de certains grands bureaux d'enregistrement qui ont adopté des procédures visant par exemple à signer en DNSSEC les nouveaux noms déposés. Un premier « bond » a été observé en 2021, le second étant constaté en 2023, avec un palier dans la croissance en 2024.

## POURCENTAGE DE .FR SIGNÉS EN DNSSEC

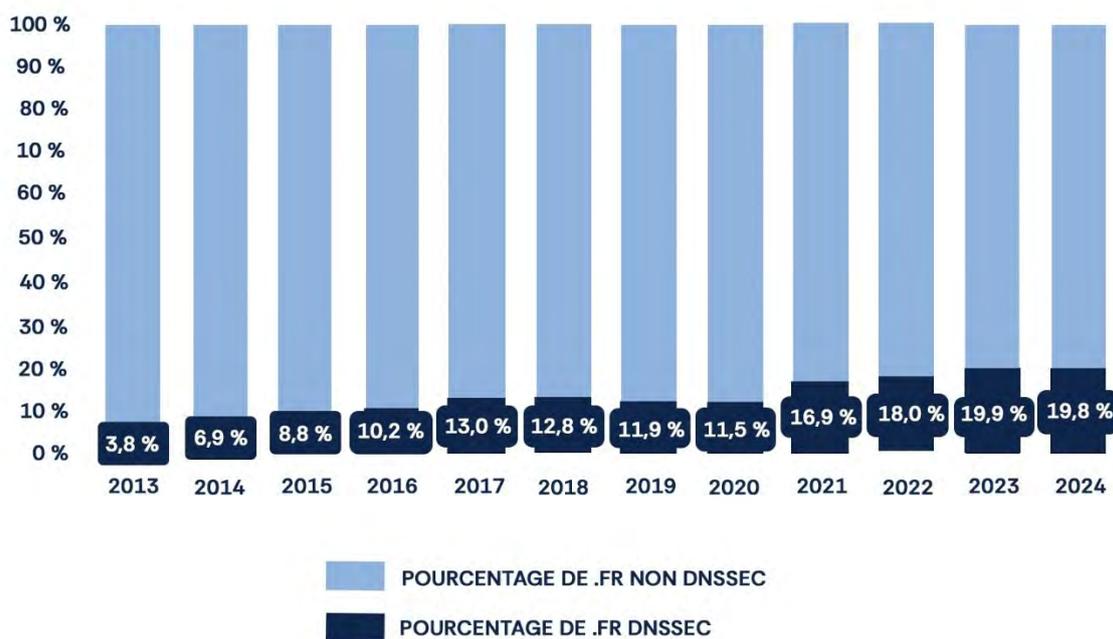


Figure 14 : Pourcentage de .FR signés en DNSSEC

(Tableau des chiffres de la figure 14)

Bien que cette évolution soit très encourageante, ce taux reste encore assez modeste en regard de ceux d'autres extensions européennes.

L'apparition en 2020 d'un nouveau type d'attaque baptisé SAD permettant d'empoisonner la mémoire d'un résolveur DNS (c'est-à-dire de lui faire accepter des réponses mensongères, qu'il distribuera ensuite à ses clients) est venue renforcer l'actualité de DNSSEC, seule solution fiable contre l'attaque SAD. C'est vraisemblablement à ce contexte que l'on peut attribuer la progression plus soutenue notée depuis 2021.

# 10. Noms en caractères accentués sous .FR

La proportion de noms en .FR au format IDN (*Internationalized Domain Name*), c'est-à-dire contenant notamment des caractères accentués, reste faible avec ses 0,8 %. Elle a suivi une très légère pente ascendante en 2019 – 2023 après une période de baisse (2013 – 2018). En 2024, elle a de nouveau connu une légère baisse.

Il faut mettre cette évolution en regard de la variation du stock : le nombre de noms « IDN » sous .FR a seulement crû de 0,9 % en 2024 pour s'établir à 31 646.

Ces chiffres restent anecdotiques à l'échelle du .FR, recouvrant sans doute un grand nombre de noms défensifs (marques contenant des caractères accentués) et quelques noms spéculatifs (noms communs contenant des caractères accentués). L'absence d'usages probants explique la faiblesse du pourcentage et le cercle parfois vertueux, parfois vicieux qui lie étroitement les flux de noms de domaine et l'usage qui en est fait.

## POURCENTAGE DE .FR ENREGISTRÉS AU FORMAT IDN

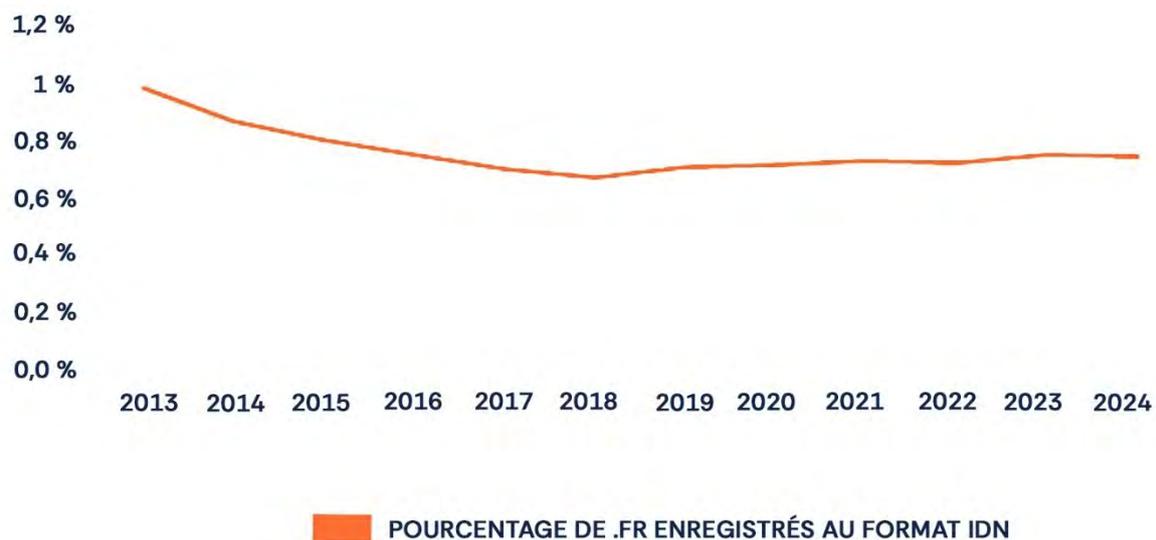


Figure 15 : Pourcentage de .FR enregistrés au format IDN

(Tableau des chiffres de la figure 15)

# 11. Dépôts en mode multi-années

Les dépôts et renouvellements de .FR pour des durées supérieures à 1 an (et pouvant aller jusqu'à 10 ans) sont possibles depuis le 30 mars 2015. Mais bien que cette possibilité existe depuis bientôt dix ans, la proportion de .FR enregistrés ou renouvelés pour des durées supérieures à 1 an reste marginale. Elle a cependant connu une progression notable en 2023 et 2024, repassant d'abord au-dessus des 7 % pour atteindre les 9 % fin 2024.

## POURCENTAGE DE .FR ENREGISTRÉS EN MULTI-ANNÉES

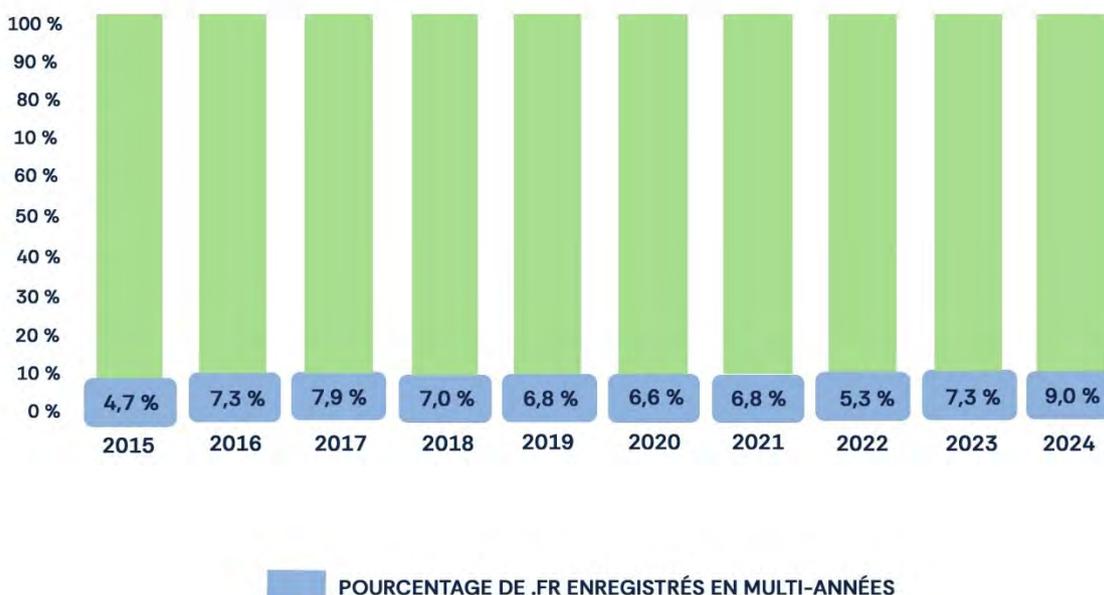


Figure 16 : Pourcentage de .FR enregistrés en multi-années

(Tableau des chiffres de la figure 16)

Il y avait 381 514 .FR déposés pour deux ans ou plus au 1<sup>er</sup> janvier 2025, soit une augmentation de 27,2 % en pourcentage et de 1,7 point en pourcentage du total des .FR.

La tendance au déclin observée entre 2017 et 2022 pouvait s'expliquer par la mise en place de systèmes de renouvellement automatiques par plusieurs grands bureaux d'enregistrement, qui rendait moins intéressant le dispositif multi-années. La progression de 2023 pourrait être liée à la perte de vitesse relative des bureaux d'enregistrement *leaders* observée ci-dessus, au profit de *challengers* dynamiques n'ayant pas mis en place de systèmes de renouvellement automatiques et proposant donc des schémas multi-années.

En 2024, ce phénomène s'est combiné avec la mise en place par un des bureaux d'enregistrement *leaders* d'une offre promotionnelle de dépôts de noms en .FR sur 3 ans. Le succès de cette offre a contribué à augmenter le volume de noms multi-années puisque ces noms déposés en 2024 sont à échéance 2027. Si cette pratique se perpétue, la structure des échéances des .FR pourrait évoluer sensiblement dans les années à venir, avec un Taux de maintenance en hausse et un Taux de renouvellement qu'il conviendra d'évaluer à partir de 2027.

La structure des échéances (de 2 ans à 10 ans) montre qu'à la fin 2024 l'essentiel des multi-années est à une échéance de 2 ans (62 % contre 68 % fin 2023), les autres échéances allant décroissant. L'échéance de 3 ans, stimulée par l'offre dont il a été question ci-dessus, est passée de 16 % des noms multi-années à 23 % fin 2024. Les autres échéances sont stables.

# 12. Le .FR et la création d'entreprises

Les créations de .FR sont opérées :

- par des entreprises existant depuis un certain temps, dans le cadre de leur activité ;
- par des entreprises en création ;
- par des porteurs de projets déposant leurs noms de domaine à titre personnel en l'absence de structure juridique ;
- par des personnes physiques ayant des besoins d'ordre professionnel ou privé induisant le dépôt de .FR.

On ne peut donc s'attendre à une situation où les créations de .FR seraient entièrement dues aux créations d'entreprises, d'autant plus que les entreprises établies ou en création ne déposent pas uniquement des .FR.

Cependant il nous a paru intéressant de comparer les évolutions des créations de .FR et d'entreprises, sur la base des données fournies par l'INSEE.

La Figure 17 ci-dessous montre qu'il existe un lien entre la dynamique du .FR et la création d'entreprises, notamment la création d'entreprises individuelles (E. I.) plutôt que d'entreprises « sous forme sociétaire ».

## ÉVOLUTION DES CRÉATIONS DE .FR ET D'ENTREPRISES

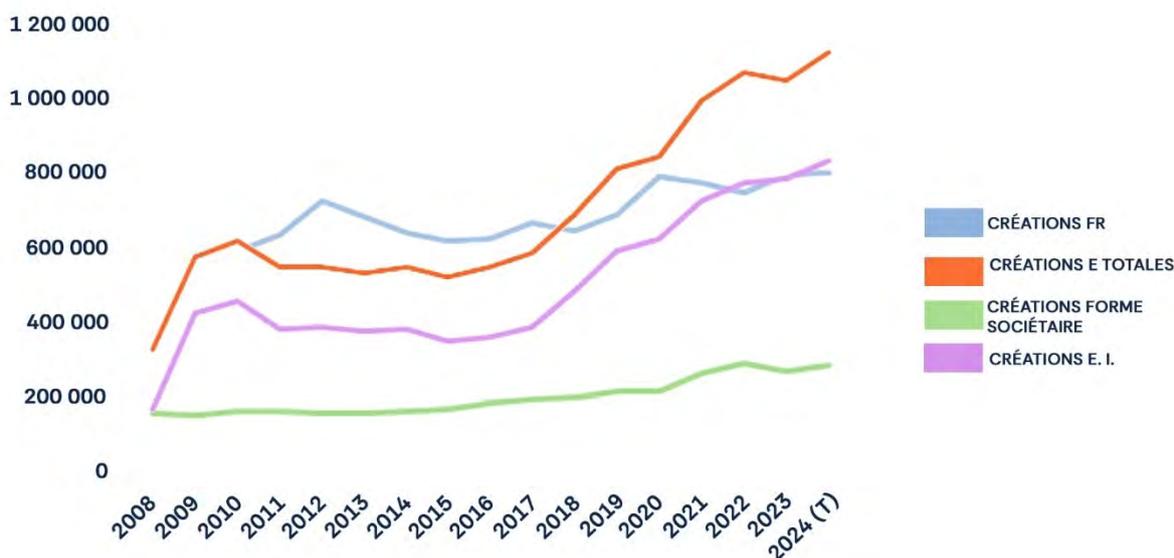


Figure 17 : Créations de .FR et d'entreprises

(Tableau des chiffres de la figure 17)

Ce lien est particulièrement visible sur la période 2013-2017, où les chiffres annuels étaient assez stables, comme en 2019-2020 où les créations ont évolué à la hausse. Le .FR semble avoir un peu moins profité des créations d'entreprises en 2021 et 2022, peut-être parce que les entreprises nouvellement créées durant ces années-là se sont moins immédiatement dotées d'une présence internet qu'en 2020. En 2024, l'évolution du .FR semble plus directement liée à celle des créations d'entreprises sous forme sociétaire (les chiffres INSEE définitifs pour décembre 2024 n'ayant pas encore été publiés, les données que nous proposons ici ne sont qu'indicatives).

Compte-tenu de la multiplicité des paramètres entrant en ligne de compte, il est difficile de donner des explications définitives de ces variations. La tendance constatée en 2020 – 2021 incite toutefois à penser que les entreprises en création ont eu, plus que les années précédentes, le réflexe d'adopter une présence numérique, ce qui s'est moins produit en 2022 – 2024.

La forte dynamique de créations d'entreprises est très certainement l'un des principaux facteurs explicatifs du volume des créations de .FR en 2023 et 2024, avec le renchérissement du .COM qui accentue la réelle préférence pour le .FR.

L'évolution des défaillances d'entreprises mérite aussi d'être étudiée puisqu'elle constitue un facteur pouvant influencer sur le niveau des suppressions de .FR.

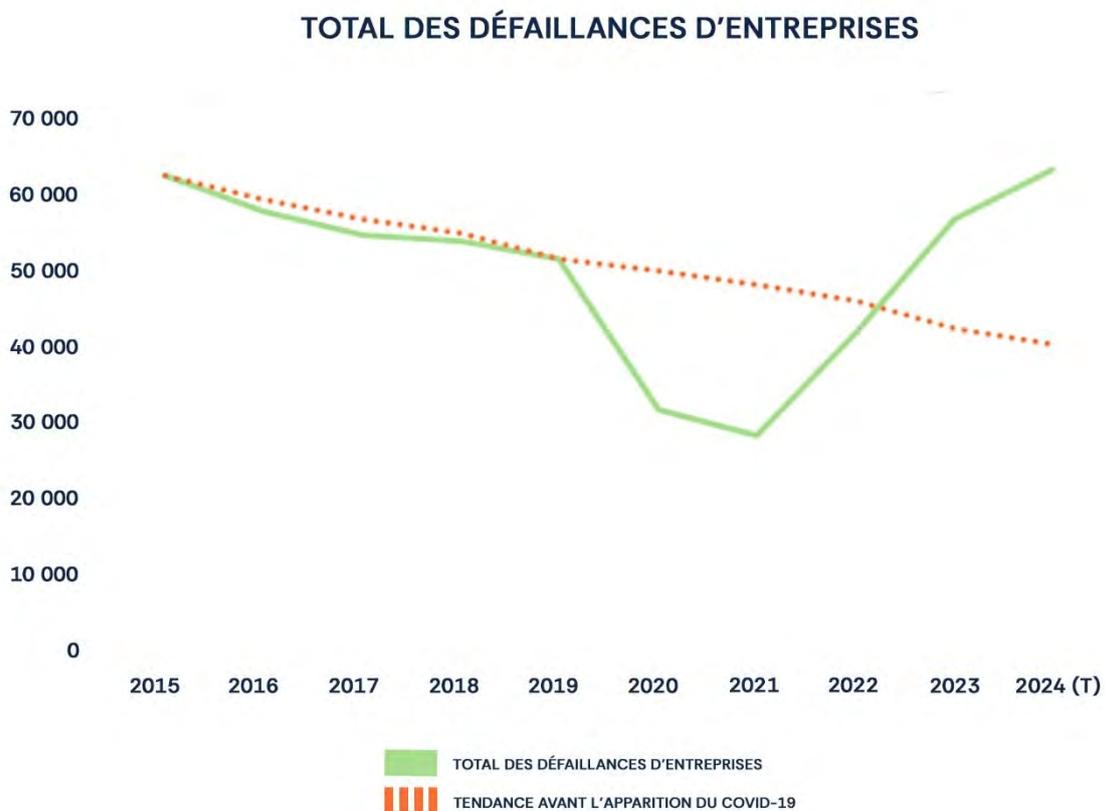


Figure 18 : Total des défaillances d'entreprises

Source : INSEE. Dernière mise à jour du 18/10/24 allant jusqu'à août 2024.

Le chiffre 2024 est une projection en fonction des poids historiques de chaque mois entre 2015 et 2023.

#### (Tableau des chiffres de la figure 18)

Le décrochement visible de 2020 / 2021 est vraisemblablement attribuable aux aides gouvernementales qui ont protégé les entreprises de défaillances liées à la crise sanitaire tout en permettant la survie de certaines qui auraient dû faire faillite dans des conditions normales.

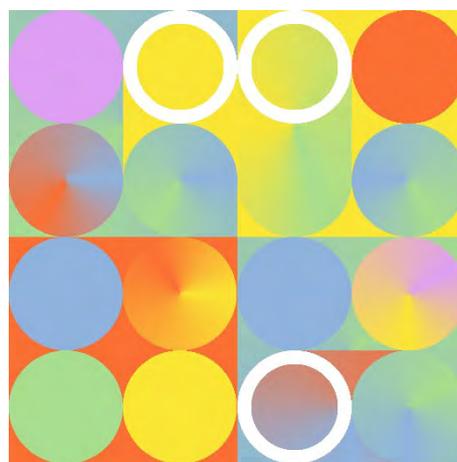
Le volume d'entreprises concernées peut être visuellement estimé à environ 20 000 en 2020 comme en 2021. Il s'est formé à l'époque un « gisement » d'entreprises fragiles susceptibles de périr une fois les aides gouvernementales supprimées.

En 2022 le nombre de défaillances a augmenté de manière très significative (+ 50 %) mais il est resté encore inférieur d'environ 4 000 au chiffre qu'il aurait dû atteindre si l'on prolonge la tendance pré-Covid. En 2023 - 2024, ce « rattrapage » s'est poursuivi avec une augmentation de 38 % du nombre de défaillances en 2023 et de 12 % en 2024 (projections réalisées à partir des données INSEE disponibles à fin août). Il excède ainsi de 24 000 le nombre de suppressions qui auraient dû se produire toutes choses égales par ailleurs depuis 2019.

Le « gisement » d'entreprises fragiles que nous estimions à environ 40 000 n'est donc pas encore épuisé (dépassements de 14 000 et 23 000 soit 37 000). Mais la tendance tend à ralentir et pourrait se stabiliser en 2025, ou croître de manière plus modérée (5 % ?).

# 13. Perspectives 2025 du .FR

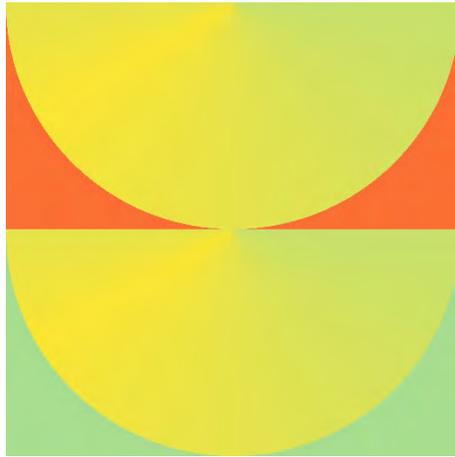
L'année 2024 a vu les créations de .FR se maintenir au niveau exceptionnel de 2023, légèrement au-dessus des 800 000 noms de domaine. Nous avons vu que ces performances s'inscrivent dans une pérennisation de la transformation numérique des TPE – PME. Elle peut aussi être due à des bureaux d'enregistrement ayant dynamisé le marché du .FR par leurs actions marketing et commerciales.



Ces deux éléments auront des conséquences opposées sur le taux de maintenance. Les créations opérées pour répondre à des besoins « réels » joueront en faveur d'une amélioration du Taux de maintenance ; *a contrario*, des noms « opportunistes » déposés dans le cadre d'opérations commerciales ne visant pas une pérennité assise sur des usages accroîtront la volatilité et pèseront à la baisse sur le Taux de maintenance. Nous ne saurons qu'en 2025, en étudiant l'évolution du Taux de maintenance, si les fortes créations de 2024 ont été de « bonne » ou « moins bonne » qualité.

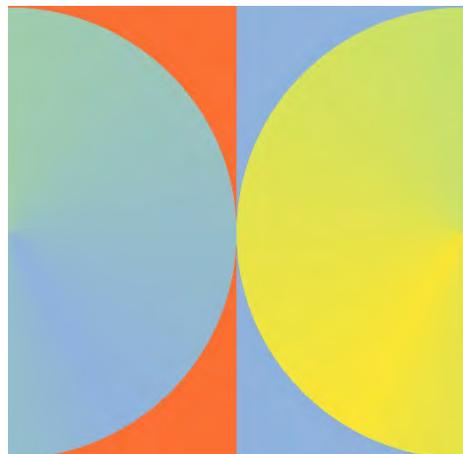
La tendance lourde à l'augmentation des suppressions, renforcée par les volumes élevés de créations, devrait se faire sentir sur la variation de stock

globale du .FR. Face à des suppressions en hausse structurelle, le niveau des créations sera le facteur déterminant du solde net, à moins que des campagnes ciblant notamment les renouvellements de 1<sup>ère</sup> année ne viennent changer la donne en luttant contre la volatilité croissante du .FR. Mais cette décision appartient aux bureaux d'enregistrement plus qu'à l'Afnic.



La faiblesse relative du .COM ces dernières années, due à la politique tarifaire de Verisign, est aussi un élément de contexte que l'on ne peut ignorer. Elle a jusqu'à présent bénéficié aux concurrents de Verisign et notamment aux ccTLD. Elle peut contribuer à expliquer les volumes de créations de .FR par un effet d'arbitrage, les utilisateurs préférant un .FR plus attractif. Cette donnée restera valable en 2025 compte tenu du contrat récemment renouvelé entre Verisign et l'ICANN, et qui prévoit la possibilité de nouvelles augmentations. Mais Verisign est sensibilisée à la situation du .COM et elle a déjà annoncé envisager des « campagnes marketing ». Celles-ci prendront vraisemblablement la forme de soutiens financiers aux bureaux d'enregistrement, qui de ce fait ne paieront plus le prix nominal et seront capables de proposer le .COM à des tarifs compétitifs. L'incertitude demeure quant à l'ampleur des efforts de Verisign, à leur « timing » et à la participation des registrars. Cette stratégie artificielle pourrait renforcer à

court terme le volume des créations du .COM au détriment de ses concurrents, tout en réservant sans doute des surprises en termes de taux de maintenance.



Face à ces défis et à ces éléments d'incertitude, la croissance du .FR en 2025 devrait être située entre 1 % et 2 %, de plus en plus alignée avec celles des autres ccTLD européens.

Les efforts continus de l'Afnic en direction des TPE/PME, comme « Réussir avec le web » ou les initiatives « Je passe au numérique » et « Tous en ligne maintenant » font partie des réponses possibles aux incertitudes en gravant durablement le « réflexe .FR » dans les bonnes pratiques et dans les usages.

Plus que jamais, l'Afnic est un acteur important du développement de l'internet en France et un partenaire privilégié pour les pouvoirs publics comme pour les structures privées, au premier rang desquelles les TPE/PME.

# Annexe : Données sources des graphiques

Figure 1 : Évolution des croissances annuelles

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Croissance FR	15,6%	14,7%	8,1%	5,1%	3,2%	2,2%	5,2%	4,4%	3,7%	7,0%	5,8%	2,9%	3,4%	2,0%
Croissance marché français	19,1%	4,1%	5,8%	4,9%	5,3%	2,6%	3,2%	2,1%	2,0%	6,1%	3,6%	1,3%	1,1%	1,6%
Croissance zone UE (hors UK)					3,0%	1,9%	2,9%	0,0%	0,7%	3,4%	2,9%	1,6%	1,6%	0,4%
Croissance marché global					9,2%	10,6%	0,8%	4,0%	4,6%	-0,2%	0,5%	1,9%	1,8%	3,1%

[\(Retour au graphique 1\)](#)

Figure 2 : Évolution des parts de marché en France (2013 – 2024)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
FR	32,3%	35,9%	36,4%	36,4%	35,7%	35,7%	36,4%	37,2%	37,7%	38,0%	38,8%	39,4%	40,3%	40,4%	0,9%
COM	46,2%	43,0%	43,3%	42,6%	43,2%	43,3%	43,4%	44,6%	45,2%	44,5%	45,1%	44,5%	43,8%	43,5%	-0,8%
Autres Legacy	16,9%	16,3%	15,7%	15,2%	14,9%	14,0%	13,0%	12,1%	11,3%	11,0%	10,7%	10,4%	10,1%	9,9%	-0,2%
Autres ccTLD	4,7%	4,8%	4,7%	4,6%	4,2%	4,1%	4,0%	3,7%	3,5%	3,3%	3,1%	3,0%	3,0%	2,9%	0,0%
nTLD				1,3%	2,1%	3,0%	3,3%	2,4%	2,3%	3,3%	2,4%	2,7%	2,8%	3,2%	0,1%

[\(Retour au graphique 2\)](#)

Figure 3 : Évolution de l'activité du .FR (2013 – 2024)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Créations	628	717	676	641	614	627	667	648	694	793	776	753	801	802
	258	434	946	304	259	626	948	563	063	441	514	412	427	202
Suppressions	332	395	473	503	523	562	511	509	570	551	564	639	683	719
	066	346	336	716	261	471	386	602	408	994	245	367	867	090
Solde net	296	322	203	137			156	138	123	241	212	114	117	
	192	088	610	588	90 998	65 155	562	961	655	447	269	045	560	83 112
Renouvellements	1 561	1 794	2 038	2 212	2 330	2 381	2 498	2 656	2 734	2 876	3 106	3 243	3 332	3 414
	893	805	903	133	126	914	141	503	888	957	127	035	395	530

[\(Retour au graphique 3\)](#)

Figure 4 : Formation du solde net du .FR (2013 – 2024)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Solde net	322 088	203 610	137 588	90 998	65 155	156 562	138 977	123 885	241 447	212 269	114 045	137 587	8311 2
Variation des renouvellements	232 912	244 098	173 230	118 043	51 788	116 227	158 362	78 385	142 069	229 170	136 908	89 360	8213 5
Variation des créations	89 176	-40 488	-35 642	-27 045	13 367	40 322	-19 385	45 500	99 378	-16 927	-23 102	48 015	775

[\(Retour au graphique 4\)](#)

Figure 5 : Variation du Taux de Création

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de création	28,7%	28,6%	24,9%	22,5%	20,9%	20,9%	21,1%	19,6%	20,2%	21,6%	20,0%	18,9%	19,4%	19 %

[\(Retour au graphique 5\)](#)



Figure 6 : Variation du taux de Maintenance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de maintenance	82,5%	81,9%	81,2%	81,5%	81,7%	80,9%	83,0%	83,9%	82,7%	83,9%	84,6%	83,5%	83,4%	82,6 %

[\(Retour au graphique 6\)](#)

Figure 7 : Structure du .FR par ancienneté des noms au 31/12/2024

	10 ans et +	9 ans	8 ans	7 ans	6 ans	5 ans	4 ans	3 ans	2 ans	1 an	0 an
31/12/24	24%	3%	4%	4%	5%	6%	7%	8%	9%	12%	18%

[\(Retour au graphique 7\)](#)

Figure 8 : Taux de maintenance par ancienneté des .FR en 2024

	10 ans et +	9 ans	8 ans	7 ans	6 ans	5 ans	4 ans	3 ans	2 ans	1 an
Taux de maintenance 2024	92%	90%	90%	89%	88%	86%	84%	82%	78%	67%

[\(Retour au graphique 8\)](#)



Figure 10 : Taux de concentration (HHI) sur les 10 premiers BE (2013 – 2024)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>HHI - stocks</b>	11,39	12,27	13,47	14,93	15,11	15,63	16,02	16,99	18,19	18,92	19,13	19,00	18,30	18,05	17,57
<b>HHI - Créations</b>		16,27	17,84	19,84	17,91	18,4	17,15	17,9	17,58	18,07	17,38	16,01	13,57	13,94	12,24

[\(Retour au graphique 10\)](#)

Figure 11 : Pourcentage de noms transférés entre bureaux d'enregistrement (2014 – 2025)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre de .FR au 1er janvier	2 715 849	2 853 206	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 372	3 882 488	39962 45	41338 32	42167 86
Nombre de .FR transférés d'un BE à un autre	49 046	57 776	68 201	65 996	71 648	77 389	113 675	84 167	73 421	90 347	99094	
%	1,8%	2,0%	2,3%	2,2%	2,3%	2,3%	3,3%	2,3%	1,9%	2,3%	2,4 %	

[\(Retour au graphique 11\)](#)

Figure 12 : Part de marché des 3 premiers bureaux d'enregistrement en stock et en créations (2013 – 2024)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
Stock	59,60%	59,50%	60,00%	60,80%	63,90%	64,80%	65,3%	64,9%	64,3%	62,9%	61,8%	60,2%	-5,1%
Créations	65,90%	62,00%	62,40%	61,50%	62,90%	62,50%	63,3%	59,3%	56,6%	52,7%	52,3%	47,5%	-15,8%

[\(Retour au graphique 12\)](#)

Figure 13 : Pourcentage de .FR déposés par des titulaires étrangers

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
%	4,9%	5,7%	6,8%	7,5%	8,6%	8,3%	8,4%	8,7%	9,2%	9,7%	10,9%	11,3 %
% français	95%	94%	93%	92%	91%	92%	92%	91%	91%	90%	89%	89 %
Nombre de Noms déposés par des étrangers	132 539	161 654	199 480	226 738	270 758	272 861	286 656	318 798	355 256	388 914	449 496	47711 1
Nombre de .FR	2 715 849	2 853 206	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 372	3 882 488	3 996 245	4 133 832	42167 86
Dont UE (hors UK 2021- )	126 353	154 912	191 886	219 558	263 394	265 523	278 496	310 656	323 803	362 489	429 471	46057 3
% UE / Etrangers	95,3%	95,8%	96,2%	96,8%	97,3%	97,3%	97,2%	97,4%	91,1%	93,2%	95,5%	96,5 %
Variation nb de noms déposés par des étrangers	-	22,0%	23,4%	13,7%	19,4%	0,8%	5,1%	11,2%	11,4%	9,5%	15,6%	6,1 %

[\(Retour au graphique 13\)](#)

Figure 14 : Pourcentage de .FR signés en DNSSEC

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
%	4%	7%	9%	10%	13%	12,8%	11,9%	11,5%	16,9%	18,0%	19,9%	19,8 %
% non DNSSEC	96%	93%	91%	90%	87%	87%	88%	88%	83%	82%	80%	80 %
Nombre de Noms signés en DNSSEC	102 898	196 807	258 321	308 459	410 651	423 625	408 871	422 621	656 054	718 232	823 867	83525 4
Nombre de .FR	2 715 849	2 853 206	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 371	3 882 488	3 996 245	4 133 832	42167 86

[\(Retour au graphique 14\)](#)

Figure 15 : Pourcentage de .FR enregistrés au format IDN

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
%	1,0%	0,9%	0,8%	0,8%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,8%	0,8 %
Nombre de Noms en caractères IDN	26 828	24 878	23 717	22 724	22 467	22 467	24 580	26 605	28 568	29 286	31 364	31646
Nombre de .FR	2 715 849	2 853 206	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 371	3 882 488	3 996 245	4 133 832	42167 86
Variation	-	-7,3%	-4,7%	-4,2%	-1,1%	0,0%	9,4%	8,2%	7,4%	2,5%	7,1%	0,9 %

[\(Retour au graphique 15\)](#)

Figure 16 : Pourcentage de .FR enregistrés au format multi-années

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
%	4,7%	7,3%	7,9%	7,0%	6,8%	6,6%	6,8%	5,3%	7,3%	9,0 %
% pas MA	95%	93%	92%	93%	93%	93%	93%	95%	93%	91 %
Nombre de Noms enregistrés en multi-années	139 278	220 137	251 225	232 967	233 929	242 761	263 722	211 906	299 848	38151 4
Nomde de .FR	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 672 371	3 882 488	3 996 245	4 133 832	42167 86
Variation	-	58,1%	14,1%	-7,3%	0,4%	3,8%	8,6%	-19,6%	41,5%	27,2 %

[\(Retour au graphique 16\)](#)

Figure 17 : Créations de .FR et d'entreprises

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Créations FR	489	531	597	638	728	688	641	619	627	667	648	694	793	776	753	801	802
	374	449	725	095	807	302	346	659	626	948	563	063	441	514	412	427	202
Créations E totales	331	580	622	549	549	538	550	525	554	591	691	815	848	995	071	064	638
	439	193	039	805	975	185	794	091	031	267	283	257	164	519	881	725	1
Créations forme sociétaire	161	152	163	166	159	158	165	171	188	197	201	218	218	267	293	274	289
	808	303	659	674	529	875	764	998	843	899	087	426	054	075	384	957	132
Créations E. I.	169	427	458	383	390	379	385	353	365	393	490	596	630	728	778	789	837
	631	890	380	131	446	310	030	093	188	368	196	831	110	444	497	768	248

(Retour au graphique 17)

Figure 18 : Total des défaillances d'entreprises (source INSEE)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (t)
Total des défaillances d'entreprises	62 806	57 959	54 687	54 012	51 502	31 068	27 526	41 316	53 179	63614
Tendance avant l'apparition du Covid-19	62 806	59 500	57 000	55 000	51 500	50 000	48 000	46 000	42 000	40000
Ecart / tendance pré-Covid	0	-1 541	-2 313	-988	2	-18 932	-20 474	-4 684	11 179	23614
Var. défaillances	-	-8%	-6%	-1%	-5%	-40%	-11%	50%	29%	12 %

[\(Retour au graphique 18\)](#)

# ● RENSEIGNEMENTS



Tél. : +33(0)1 39 30 83 00

[www.afnic.fr](http://www.afnic.fr)



[support@afnic.fr](mailto:support@afnic.fr)



[Consultez notre observatoire](#)

## À PROPOS DE L'AFNIC

L'Afnic est le registre des noms de domaine .fr (France), .re (Île de la Réunion), .yt (Mayotte), .wf (Wallis et Futuna), .tf (Terres Australes et Antarctiques), .pm (Saint-Pierre et Miquelon). L'Afnic se positionne également comme fournisseurs de solutions techniques et de services de registre. L'Afnic - Association Française pour le Nommage Internet en Coopération - est composée d'acteurs publics et privé : représentants des pouvoirs publics, utilisateurs et prestataires de services internet (bureaux d'enregistrement). Elle est à but non lucratif.